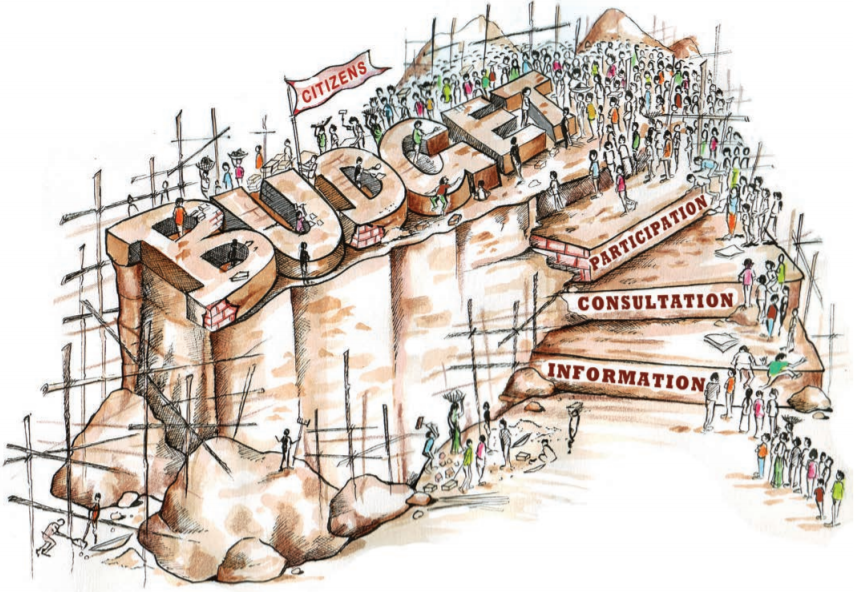
**PROJET D'ACCÉLÉRATEUR D'OUVERTURE FISCALE (FAO)**

Réunion de démarrage

Trésor national, Pretoria, Afrique du Sud

2 - 3 mars 2020



# La situation

Avec le soutien du Bureau des affaires économiques et commerciales du Département d'État américain et du Fonds fiduciaire multidonateurs de l'OGP géré par la Banque mondiale, l'International Budget Partnership et la Global Initiative for Fiscal Transparency piloteront des mécanismes de participation du public aux politiques budgétaires au niveau national dans certains pays. L'objectif principal de cet effort est de renforcer les capacités techniques d'un certain nombre de gouvernements pour mettre en œuvre des mécanismes de participation du public au cycle des politiques budgétaires au niveau national. Sur une période de 36 mois (2020-22), IBP et GIFT fourniront une collaboration technique et un soutien au Bénin, au Libéria, au Nigéria, au Sénégal et à l'Afrique du Sud, pour établir des mécanismes de participation publique significatifs et pratiques et créer des opportunités de dialogue entre la société civile et les autorités des finances publiques sur l'utilisation des ressources publiques.

Pour lancer ce projet, un atelier de deux jours est organisé, auquel participeront tous les pays bénéficières s. Le Trésor national d'Afrique du Sud accueille gracieusement l'atelier dans ses locaux à Pretoria les 2 et 3 mars 2020. Il est également souhaitable que les pays entameront le processus de planification de la participation du public.

# Les Personnes

Cette rencontre rassemble des représentants des agences budgétaires et de la société civile des cinq pays participants - Bénin, Libéria, Nigéria, Sénégal et Afrique du Sud. Elle sera animée par des membres du personnel de l’IBP et du GIFT, des directeurs de pays des bureaux de pays de l’IBP et des consultants qui ont une expérience de la transparence fiscale et de la participation du public. Trois collègues de GIFT se joignent à cet événement : Aicha Karafi, conseillère technique PFM, Lorena Rivero, responsable de la collaboration technique et de la coopération et Juan Pablo Guerrero, directeur du réseau. Quatre collègues de l'IBP se sont joints à cet événement, chacun étant impliqué dans différentes sessions: Austin Ndiokwelu, Manager Pays pour IBP-Nigeria; Maleine Amadou Niang, Manager Pays pour IBP-Sénégal; Suad Hasan, associée de programme à l'Open Budget Initiative; et Vivek Ramkumar, directeur principal des politiques. Parmi eux, n'hésitez pas à contacter Suad Hasan si vous avez des questions.

# IBP et GIFT ont identifié un ensemble d'experts sur différents modèles de participation. Il s'agit d'experts qui pratiquent la mise en œuvre du mécanisme de budgétisation participative, des programmes d'audit social et des techniques de démocratie délibérative. Les experts suivants ont envoyé des articles que nous discuterons au cours de notre rencontre : Daniel Avelino, spécialiste des politiques publiques et de la gestion gouvernementale à l'Institut de recherche économique appliquée, Brésil; Jason Lakin, chercheur principal; Sowmya Kidambi, directeur de la Société pour l'audit social, la responsabilité et la transparence, Inde.

# Objectifs de la rencontre

À la fin de l’évènement, tous les participants auront :

• Ecouté et gagné la clarté sur les détails du projet Accelerator de L’Ouverture Fiscale (FOA)

• Compris le rôle et les attentes d'IBP-GIFT vis-à-vis de ce projet

• Un enthousiasme d’être l’un des rares pays choisis pour l’exercice des pilotes

• Une initiation au processus de planification pour concevoir la participation du public

• Partagé et appris sur les pratiques de participation existantes

• Plans d'action rédigés en termes de calendrier, planification, création de groupes consultatifs, collaboration avec des consultants

# Date et lieu

Cet événement se déroulera de 9 h à 17 h 30 pendant deux jours. Il y aura un déjeuner d'une heure et deux pauses de 10 minutes chaque jour. Une pleine participation est appréciée pendant les deux jours afin d'assurer un dialogue profond et riche pour tous.

# Agenda

**Jour 1:**

|  |  |
| --- | --- |
| 9:00 - 9:30 | Mot de bienvenue et présentations |
| 9:30 – 10:00 | Cérémonie de Signature d'un protocole d'accord |
| 10:00 – 10:25 | **Session 1**  Pourquoi sommes-nous ici?  Détails du projet de FAO - Portée des travaux ; Mandat et rôle du Groupe consultatif; Calendrier de réalisation des objectifs |
| 10:25 – 10:50 | Comprendre les concepts de base de la participation à la budgétisation  Vision IBP GIFT; Principes de GIFT |
|  | **Pause café** |
| 11:00 – 11:30 | **Session 2**  À quoi ressemble la participation pour vous? Déssinons-le! |
| 11:30 – 12:30 | **Session 3**  Planification de la participation du public  Étapes directrices pour la conception d'un mécanisme de participation- Pourquoi, Qui , Quand, Comment ? |
| 12:30 – 13:00 | **Session 4**  Introduction au modèle de la participation : étude de cas sur la budgétisation participative |
|  | **Déjeuner** |
| 14:00 – 15:45 | World Café: Introduction aux modèles de participation (suite)  Audit Social  Conseils publics  Budgets délibératifs |
|  | **Pause café** |
| 15:45 – 16:15 | Discussion plénière – Démystifier les concepts de base de la participation à partir des exemples discutés : inclusivité, signification, durabilité |
| 16:15 – 17:00 | **Session 5**  Expérience de cadrage dans la salle: ce qui existe et ce qui peut être construit pour créer de solides pratiques de participation |
| 17:00 – 17:30 | Commentaries et conclusions |

**Jour 2:**

|  |  |
| --- | --- |
| 9:00 – 9:30 | Récapitulation du jour 1, aperçu du jour 2 |
| 9:30 – 10:30 | **Session 6**  Évaluation de la transparence budgétaire: outils pour mesurer la transparence, indicateurs de la transparence; (discussion en plénière et Q&R) |
| 10:30 – 11:30 | **Session 7**  Amélioration de la transparence budgétaire : priorités et étapes clés (groupes de travail au niveau des pays) |
|  | **Pause café** |
| 11:40 – 12:00 | Amélioration de la transparence budgétaire : priorités et étapes clés (suite)  Q&R |
| 12:00 – 13:00 | **Session 8**  À quoi ressemble une bonne participation dans mon pays ?  Coordonner le «pourquoi» au «comment» |
|  | **Déjeuner** |
| 14:00 – 16:30 | Elaboration des projets de plan d’action par pays |
| 16:30 – 17:00 | Cloture et évaluations |

Bienvenue et presentations

Félicitations, en tant que pays sélectionnés parmi les pays pilotes, nous sommes sur le point d'entreprendre un voyage passionnant.

Écoutons d'abord le gouvernement hôte qui partage gracieusement l'espace pour la réunion d'aujourd'hui.

# Nous passerons les prochaines minutes à faire le tour de la salle pour que les participants se présentent. En plus de votre nom et de votre organisation, nous aimerions savoir - qu'est-ce qui vous passionne dans ce projet ?

# Prenons une photo de groupe Image result for camera

Nous **vous invitons** à nous rejoindre pour une photo de groupe.

Des photos des représentants des pays et de la signature des protocoles d'accord suivront.

# Notre programme, nos réalisations et nos espoirs

• Jetons un œil sur l’agenda à la page 3-4

• Selon votre opinion au niveau des Réalisations et espoirs , encercler ce qui vous intéresse le plus.

# • Passons quelques minutes à convenir de quelques règles pour la gestion du temps qu’on passera ensemble

Session 1: Projet d'accélération de l'ouverture budgétaire (FOA)

20 minutes

Écoutons Juan Pablo Guerrero au sujet des détails du projet

• Caractéristiques du projet : participation et transparence fiscale

• Étendue des travaux pour chaque pays (annexe 1, page 23)

• Mandat du groupe consultatif (annexe 2, page 27)

• Chronologie

Pendant que vous l’écoutez, notez toutes les questions que vous pourriez avoir:

Pendant que vous écoutez, notez toutes les questions que vous pourriez avoir:

Écoutons Vivek Ramkumar, la vision IBP + GIFT pour la participation du public (basée sur les principes GIFT) et les espoirs des pilotes de la participation publique :

**La vision de l'IBP concernant la participation du public est une vision dans laquelle le public s'engage activement dans le processus budgétaire à travers des processus formels et informels dirigés par l'État et soutenus par les citoyens , dans la mesure du possible, l'inclusion des communautés pauvres et marginalisées agissant individuellement et collectivement dans des délibérations significatives susceptibles d'influencer la formulation et la mise en œuvre des budgets publics.**

Notez toutes les idées qui vous viennent à l’esprit :

Session 1 suite: Comprendre les concepts de base de la participation à la budgétisation

10 minutes

Commençons par présenter ce que nous entendons par une participation de qualité et de ce que nous devons garder à l’esprit lorsque nous discuterons de ce sujet au cours des deux prochains jours.

Nous discuterons de certaines dimensions clés de la participation mentionnées ci-dessous :

* Inclusive
* Significative
* Durable

Les principes de GIFT sont présentés à l'annexe 3, page 29. Notez vos réflexions lorsque vous passez en revue ces principes.

Pendant que vous écoutez, notez les points clés ou les questions que vous voulez garder à l'esprit pendant le reste de l'atelier.

• Avez-vous pu bien saisir les concepts discutés ?

• Est-ce important pour vous ? Quels autres concepts sont tout aussi importants ?

• Y a-t-il quelques aspects avec lesquels vous n'êtes pas d’accord ?

Notez ces points et toutes vos questions :

|  |
| --- |
|  |

Partageons quelques réponses à ces premières idées. Quelles sont vos idées et vos questions ?

Session 2: À quoi ressemble la participation pour vous? Dessinons-ça !

30 minutes

Tout au long de l'atelier, il y aura beaucoup d'écoute. Cette session est notre chance pour bien visualiser ! L'animateur vous guidera pour les étapes de la conception de votre propre affiche sur la participation du public.

Le thème de votre affiche est : Que signifie pour vous la participation du public ?

**Travail de groupe :**

• Les participants se divisent en petits groupes et réfléchissent à «ce que la participation du public signifie pour vous» dans le contexte de la GFP

• Chaque groupe recevra un flipchart et des marqueurs. Les groupes devraient utiliser les 20 premières minutes pour discuter du thème entre eux, puis le dessiner sur du papier. Ce n'est pas un concours de dessin; c'est l'occasion d'illustrer vos idées

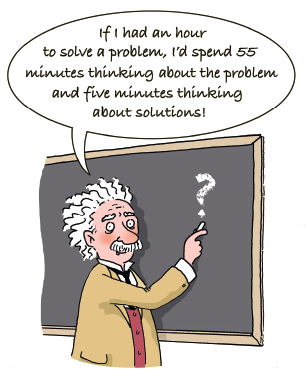
• En plénière, un représentant de chaque groupe expliquera leur dessin et la participation qui en découlera.

Soyez créatif!

Session 3: Planification de la participation du public - Étapes directrices pour concevoir des pratiques de participation40 minutes

Nous avons déjà parcouru un si long chemin - de la simple réflexion sur la participation à l'engagement réel ! L'un des facteurs déterminants est l’engagement institutionnel pour la participation du public.

Ensuite, nous voulons comprendre les étapes directrices pour concevoir la participation. Que pouvons-nous faire d'ici à ce que nous soyons prêts à mettre en place un mécanisme de participation ?

Le succès de tout programme de participation du public dépend dans une large mesure de la façon dont il est planifié de manière approfondie et réfléchie. Pour le projet FOA, c'est l'étape entre ce moment et la fin de l'année 2020. Discutons du pourquoi-qui-quand-comment de la participation du public.

## Étape 1: Comprendre “ POURQUOI ”

Le processus de participation doit être conduit par un objectif commun, avec la nature et la portée de la tâche de participation clairement définies.

Lorsque vous réfléchissez à l'objectif, posez les questions suivantes -

* Y a-t-il un problème qui peut être résolu grâce à la participation du public ?
* Comment les contributions des citoyens seront-elles utilisées ?
* Y a-t-il une possibilité pour que le public influence la décision?
* Les contraintes autour de la décision limitent-elles la capacité d'engager le public?
* À quoi ressemblera une décision «réussie»?

Points de discussion en plénière :

• Rôle des groupes consultatifs dans la détermination de l’objectif et de la portée de la participation du public

• Comprendre et discuter des différents choix de conception qui peuvent être faits, les compromis qui peuvent être envisagés

• Identifier les objectifs de participation (liés aux buts), par exemple l'amélioration de la qualité des services publics, la légitimité des décisions relatives aux allocations , le suivi de la mise en œuvre, la garantie de l'équité ou la possibilité de faire entendre la voix des groupes sous-représentés.

• Comprendre la «participation comme moyen» - pour atteindre les objectifs d’un projet de manière plus efficace, efficiente ou à moindre cout ; par opposition à la «participation comme fin» où la communauté ou le groupe met en place un processus pour contrôler son propre développement… Ou, comme dans la plupart des cas, une combinaison d'un processus complexe qui donne de meilleurs résultats.

Lisez ci-dessous, quelques exemples de déclarations pour QUOI la participation :

**1)** Problème : depuis son inscription en tant que site du patrimoine mondial, le nombre de touristes par an à Yakushima, Kagoshima au Japon a multiplié plusieurs fois . Bien qu'un effet économique positif soit attendu, les résidents s'inquiètent de la détérioration potentielle de l'environnement et de la façon de vivre de manière respectueuse de l'environnement. Un projet de trois ans a été développé pour construire un modèle de société durable.

Objectif : Les autorités recherchent un consensus social pour une vie respectueuse de l'environnement sur l'île de Yakushima.

Comment: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**2)** Problème : le comté de Montgomery, dans le Maryland, aux États-Unis, a déclaré une urgence climatique en 2018, dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80% d'ici 2027 et de 100% d'ici 2030. Le comté doit élaborer un plan d'action pour le climat dans le contexte du comté. L'autorité du comté lui permet de travailler dans les transports, les bâtiments, l'énergie propre, la séquestration du carbone et l'éducation publique.

Objectif: Utiliser la participation du public pour puiser dans l'expertise des résidents du comté pour fournir des recommandations sur le plan d'action sur le climat.

Comment: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**3)** Enjeu: La recherche dans la santé publique et les enquêtes gouvernementales ont identifié plusieurs problématiques concernant ce secteur au Canada. Ces problématiques comprenaient des résultats de santé inégaux chez les citoyens canadiens, l’avenir de la santé des enfants du Canada, la nutrition et la condition physique des citoyens canadiens, la préparation et l'intervention en cas de catastrophe et la protection de l'environnement.

Objectif : Déterminer les «objectifs de santé publique» pour le Canada en fonction des priorités et des attentes des citoyens. Les objectifs atteindront la stratégie de la santé publique du Canada.

Comment: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**4)** Problème: Maribor est la deuxième plus grande ville de Slovénie. Maribor a une histoire d’insatisfaction politique, subissant des dommages économiques et politiques considérables à la suite des deux guerres mondiales et de la guerre des Dix jours qui a conduit à l'indépendance de la

Yougoslavie. Plus récemment, il y a eu des manifestations de travailleurs à la fin des années 80 et des manifestations de masse après le ralentissement économique de la crise financière.

Objectif: Améliorer la démocratie au niveau local.

Comment: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Activité: Maintenant que vous avez lu quelques exemples, veuillez prendre 5 à 7 minutes individuellement pour réfléchir à un problème de **GFP** et identifier un **objectif de participation** associé au problème. Notez-le dans l'encadré ci-dessous.

Ensuite, prenez 5 minutes pour discuter de l'objectif avec la personne assise à côté de vous. Essayez de répondre aux questions posées au début de cette session (à la page 8).

Maintenant, **affinez** votre objectif et avancez pour coller sur les flipcharts que vous voyez sur les murs. Nous vous donnerons l'occasion de discuter et de hiérarchiser ces objectifs dans vos groupes de pays demain.

Si vous souhaitez approfondir certaines des étapes de la planification de la participation, jetez un œil à:

EPA: Guide de participation du public: Planification des processus

PAR: Concevoir des processus de participation publique

Projet Participedia

(ceux-ci sont disponibles en anglais uniquement)

## Etape 2: Comprendre ‘Qui ’

Il s'agit de déterminer les parties prenantes et le public concernés par l’objectif et le contexte du pays

* Qui sera touché par la décision ?
* Comment intégrer le principe de l'inclusivité?
* Y a-t-il des groupes d'intérêt qui pourraient bouder la décision?

## Etape 3: Décider ‘QUAND’

Il s'agit de déterminer quand le mécanisme de participation peut être mis en œuvre pour donner des résultats maximaux.

* À quelle étape du processus décisionnel (ou du processus politique), la participation est-elle réalisable et souhaitable ?
* Identifier les points d'entrée dans le calendrier budgétaire

## Etape 4: Le ‘COMMENT ’ de la participation

Une fois les buts et objectifs de la participation définis, des outils pour engager les citoyens peuvent être sélectionnés et adaptés pour répondre au mieux aux objectifs fixés. Il peut y avoir deux aspects à cela

* Décider du champ de la participation du public ; et
* Sélection du mécanisme de participation du public.

Examinez vous-même le tableau suivant concernant le champ de la participation du public.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Informer | Consulter | Impliquer | Collaborer | Habiliter |
| Objectif | Fournir au public des informations qui expliquent la nécessité d'un plan , décrit le processus de planification et exprime les résultats souhaités | Recueillir les commentaires et suggestions du public sur le ou ses composants | Faire participer le public de manière à ce que les préoccupations du public soient prises en compte et traitées dans le plan | Etre partenaire avec le public dans l'élaboration des politiques et la prise de décision dans le plan | Mettre le développement final de la politique et la prise de décision entre les mains des citoyens |
| Exemples techniques | Newsletter , site web , lectures , couverture mediatique , vidéos | groupes de discussion, sondages, réunions publiques | Ateliers interacytifs , site web interactifs , rencontres | Participation, prise de décision, consultation; comités de citoyens | Participation budgetaire , jury de citoyens décision, comités de citoyens |
| Exemples d'utilisation | informer sur le lancement du projet, fournir des mises à jour sur le projet, fournir des informations générales sur le projet | Recueillir des informations sur le contexte local, recueillir des opinions sur des sujets de préoccupation, recueillir des commentaires sur une proposition de plan | Développer des options et des alternatives d'éléments de planification, explorer des idées et des propositions, débattre des mérites des éléments du plan | Héberger des processus démocratiques (par exemple, consensus, vote) qui aident à décider de l'inclusion des politiques | Accueillir des processus démocratiques par lesquels les citoyens décident des politiques du plan et de leurs paramètres de mise en œuvre |

Points de discussion:

• Voyons de quels autres mécanismes / outils les participants ont-ils entendu parler? Établissons une liste divisée en trois grandes catégories Électronique, d'experts et délibérative;

• Prochaine session de modèles de participation du public, comment elle s'appuie sur notre apprentissage lors de cette session ;

• Revenons aux exemples POURQUOI et apprenons quelles techniques ont été utilisées.

Si vous souhaitez approfondir certaines des techniques utilisées pour la participation du public, jetez un œil à:

Boîte à outils de participation publique

Projet Participedia

Annexe I: Aperçu des mécanismes CE, définitions et utilisations (BM)

(ceux-ci sont disponibles en anglais uniquement)

# Session 4: Introduction aux modèlesC:\Users\shasan\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.MSO\A162EAB3.tmp

Nous avons demandé aux experts qui ont conçu des processus de participation du public et les ont mis en œuvre de proposer des idées pour améliorer la participation du public à la budgétisation afin d'éclairer nos discussions dans cet atelier. Avant cet atelier, nous avons partagé quatre modèles avec vous par e-mail - nous espérons que vous avez eu l’opportunité de les lire. Nous allons maintenant passer en revue les études de cas plus en détail.

À la fin de cette session, nous espérons atteindre :

• Une connaissance d'exemples pratiques de conception et de mise en œuvre d'un mécanisme de participation

• Une meilleure compréhension des aspects inclusifs, significatifs et durables

• Une Compréhension de la valeur d'une participation de bonne qualité

• Une identification des objectifs, des avantages et une réflexion aux défis dans chaque contexte

En écoutant chaque étude de cas, veuillez réfléchir aux concepts que vous avez entendus jusqu'à présent. Pour chaque modèle, notez vos interrogations, réflexions et sur la feuille de travail. Nous en discuterons lors de la session de questions / réponses, une fois la présentation des quatre modèles terminée.

Réfléchissez et remplissez:

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Budgetisation participative | Audits Social | Conseils Publics | Budgets Deliberatifs |
| Objectif |  |  |  |  |
| Inclusif |  |  |  |  |
| Significatif |  |  |  |  |
| Sustainable |  |  |  |  |
| Défis |  |  |  |  |
| Questions de Clarification |  |  |  |  |

## Budgetisation participative : etude de cas

30 minutes

Nous présenterons une étude de cas sur la budgétisation participative de Cascais, Portugal

Pendant que vous écoutez, notez vos idées et vos questions ici:

**Déjeuner - 60 minutes**

# Session 4 suite: Introduction aux modèles de participation

# World café - Audits sociaux; Conseils publics; Budgets délibératifs

1hour 45 minutes

Nous allons maintenant nous diviser en trois groupes (en tenant compte des barrières linguistiques) et s'étaler dans trois salles différentes. Dans chaque salle, un animateur donnera un aperçu du modèle. Chaque modèle dispose d'environ 35 minutes, dont 5 minutes à la fin réservées à la réalisation de la feuille de travail. Les soumissions figurent aux annexes 6, 7 et 8.

Points de discussion des conférenciers :

• Aperçu de l'idée de participation proposée

• Comment l'idée aborde-t-elle les concepts «inclusif» et «significatif»

• Pour quels objectifs spécifiques l'exercice de participation peut-il être utilisé

Notez vos pensées et vos questions ici :

# Session 4 Suite : Développer les concepts de base de la participation à partir des modèles discutés - inclusivité, signification et durabilité (discussion en plénière)

30 minutes

Prenez quelques minutes pour réfléchir aux modèles et aux pratiques que vous avez appris au cours de la journée. Utilisez la feuille de travail que vous avez remplie en écoutant chaque modèle pour clarifier ou approfondir votre compréhension des concepts fondamentaux de la participation.

• Qu'est-ce qui vous a le plus frappé ? Quelque chose de surprenant ?

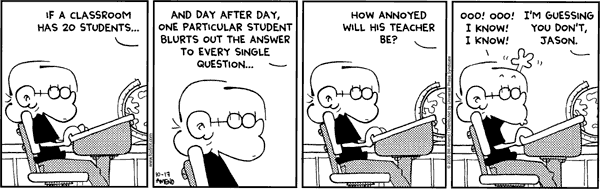
• Les concepts - inclusifs et significatifs - ont-ils été mieux compris dans le contexte des mécanismes? Y a-t-il des questions en suspend?

• De quoi aimeriez-vous discuter plus en détail demain ?

Utilisez la case ci-dessous pour noter les réflexions de ce jour .

# Session 5: Expérience de cadrage dans la salle - ce qui existe et ce qui peut être construit pour créer de solides pratiques de participation

45 minutes



Nous allons maintenant écouter un participant qui partagera l’initiative ou les pratiques de son organisation pour impliquer les citoyens et le gouvernement. La session sera suivie d'une séance de questions-réponses.

Les points de discussion suivants guideront la session:

• À quelle étape du processus budgétaire se déroule la participation?

• Quels buts et objectifs la participation sert-elle?

• Est-il possible de renforcer les opportunités existantes ou de créer un mécanisme de participation?

• Quels résultats l'exercice de participation permettra-t-il d'atteindre?

• Quels étaient les défis auxquels le pays est confronté?

Écrivez les idées ou les questions que vous aimeriez partager dans le Q&R dans l'encadré ci-dessous:

|  |
| --- |
|  |

# Réflexion sur notre journée

# *Réfléchissez vous-même à la journée et écrivez vos réponses aux questions suivantes:*

# *• Quelles sont une ou deux choses que vous voulez garder à l'esprit demain?*

## *• Quelles sont les choses que vous retiendrez de ce premier jour?*

# Réfléchir pour demain

|  |
| --- |
| Mon plan: |

# Aperçu sur le programme de demain et de la clôture

# Projet Fiscal Openness Accelerator (FOA)

# Réunion de lancement (3 mars 2020)

# Pretoria, Afrique du Sud

Un aperçu de notre journée

Passons à l'ordre du jour (p. 3-4) et passons en revue le plan pour aujourd'hui.

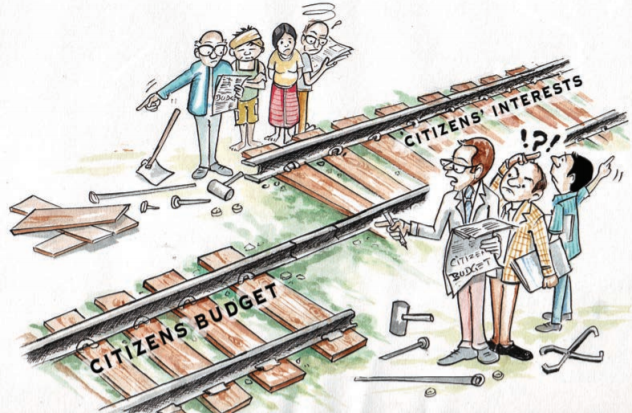
Considérez tout ce que vous avez partagé, entendu et appris hier.

● Qu'est-ce qui a été particulièrement important ou utile pour vous? Qu'attendez-vous de l'ordre du jour aujourd'hui?

|  |
| --- |
|  |

Écoutons quelques idées du groupe.

# Session 6: Évaluation de la transparence fiscale - outils pour mesurer la transparence, indicateurs de la transparence (discussion en plénière et Q&R)



Vous vous souvenez peut-être d'hier, de la composante de transparence fiscale dans ce projet.

Écoutons quelques-uns des experts - Afrique du Sud et Sénégal!

Pendant que vous écoutez, notez les idées applicables dans votre contexte :

En plénière, discutons des outils existants utilisés pour évaluer la transparence fiscale. Les points de discussion suivants guideront la session:

• Connaissance des outils existants pour mesurer la transparence fiscale

* Présentation du rapport sur la transparence budgétaire du département d'État
* Compréhension des indicateurs pour évaluer la transparence fiscale
* Comprendre le lien commun entre tous les outils existants pour évaluer la transparence fiscale
* Réfléchir à la manière dont nous pouvons tous atteindre collectivement l'objectif de transparence fiscale

# Session 7: Amélioration de la transparence budgétaire - Priorités et étapes clés, au niveau des pays (groupes de travail)

L'animateur va maintenant nous guider pour former de petits groupes par pays. Pour chaque groupe, les points suivants guideront la discussion:

• Communiquer les lacunes existantes en matière de transparence budgétaire, comme le montre le rapport sur la transparence budgétaire

• Les représentants des pays examinent les détails au niveau des indicateurs, identifient les défis et les exigences de support technique

• Travail sur les objectifs de transparence et les réalisations au cours du projet FOA

Notez toutes les questions que vous pourriez avoir dans l'encadré ci-dessous. En plénière, nous discuterons de toutes les questions que vous pourriez avoir sur le volet transparence fiscale de ce projet.

# Session 8: À quoi ressemble une bonne participation dans mon pays?

Alors que nous entrons dans le dernier après-midi de notre atelier, nous voulons commencer à rassembler certaines des idées que nous avons partagées. Revenons à certains des concepts et des idées avec lesquels nous avons commencé et réfléchissons-y.Gallery Walk

7 minutes

Nous commencerons par vous donner le temps de réfléchir à ces mécanismes. Autour de la salle, vous pouvez voir une galerie - des tableaux de conférence avec les résultats d'hier. Nous allons maintenant faire le tour de la galerie pour revoir ces concepts, mais cette fois, pensez dans le contexte de votre pays.

## Image result for cartoon participation flying airplaneGroupes de travail

30 minutes

Au sein de vos groupes de pays, identifiez et hiérarchisez jusqu'à trois questions de **GFP** qui pourraient se prêter à la participation du public. Repensez aux questions qui ont été posées lors de la séance 3. Utilisez l'espace ci-dessous pour noter le problème et l'objectif.

Dans le temps restant, chaque

pays fera un rapport sur les problèmes et les objectifs.

Priorité 1:

Priority 2:

Priorité 3:

# Session 9: Rédaction des plans d'action par pays

Nous passerons le reste de l'après-midi à travailler en groupes de pays. Chaque groupe sera accompagné d'un representnant de GIFT ou d'un membre du personnel de l'IBP. L'animateur annoncera ces groupes et distribuera des feuilles de travail à remplir pour chaque pays. Ces fiches sont destinées à nous guider vers l'identification du mécanisme de participation. Cependant, ce qui est rempli ici, n'est pas la version finale. Il y aura une autre chance de finaliser le plan de chaque pays plus tard. Pour l'instant, nous voulons encourager la réflexion sur les plans d'action.

Notre objectif pour cet après-midi est d'élaborer un projet de plan d'action concret. Cependant, ce temps peut également être utilisé pour poser d'autres questions.

# Remarques de clôture

Nous avons accompli beaucoup de choses ces deux jours! Merci d'être si pleinement présents les uns avec les autres et avec le travail. Avant de partir, écoutons les plans des prochaines étapes d'IBP et de GIFT sur la façon dont nous souhaitons intégrer de manière significative vos contributions dans notre propre travail.

# Formulaires d'évaluation



Merci pour votre temps et votre participation ainsi que por votre implication envers l'engagement citoyen en tant que complément nécessaire à la transparence.

**ANNEXE 1**

**Étendue des travaux**

**Les objectifs généraux de ce projet sont :**

1) les gouvernements du Bénin, du Libéria et du Nigéria apportent des améliorations pour répondre aux exigences minimales de transparence budgétaire dans le rapport sur la transparence budgétaire du Département d'État américain

2) les gouvernements du Bénin, du Libéria, du Nigéria, du Sénégal et de l'Afrique du Sud établissent des mécanismes de participation publique significatifs et pratiques dans les politiques budgétaires

**Objectif 1**: Le gouvernement du Bénin améliore l'exhaustivité et la fiabilité du budget en prenant des mesures pour élargir les informations aux recettes et dépenses, y compris les transferts vers et depuis les entreprises publiques, la publication de budgets supplémentaires et la garantie que les principaux rapports d'audit seront accessibles au public dans les 12 mois suivant la diffusion du rapport de fin d'année du gouvernement.

Activitiés:

***a) Memorandum of Understanding***  
IBP/GIFT will develop a Memorandum of Understanding (MoU) with the government of Benin that formally states their overall commitment to improving fiscal transparency.

***b) Assistance technique***

Une fois le protocole d'accord finalisé, le gouvernement du Bénin recevra une assistance technique pour renforcer ses capacités à traiter les domaines de transparence spécifiques énumérés dans l'objectif ci-dessus. L'assistance technique fournira des informations et des enseignements tirés des meilleures pratiques et expériences d'autres pays grâce à des ateliers d'échange entre pairs au Libéria, au Nigéria et au Sénégal, et aidera le gouvernement du Bénin à identifier les prochaines étapes. L'assistance technique proviendra d'un consultant possédant une expérience et des connaissances approfondies en matière de transparence fiscale.

***c) Plan de travail***

En utilisant les connaissances et les informations obtenues grâce à l'assistance technique, le gouvernement du Bénin élaborera un plan de travail qui décrit les prochaines étapes concrètes, les rôles et les responsabilités des principales autorités gouvernementales qui seront impliquées dans la mise en œuvre des activités visant à améliorer la transparence budgétaire, ainsi qu'un calendrier détaillé pour la publication de nouvelles informations. Le plan de travail reflétera les recommandations des conseillers techniques et du personnel IBP / GIFT.

**Objectif 2:** Le gouvernement du Libéria améliore l'exhaustivité et la fiabilité du budget en prenant des mesures pour publier les principaux budgets et rapports d'audit en temps opportun, en veillant à ce que les principaux rapports d'audit soient accessibles au public dans les 12 mois suivant la diffusion du rapport de fin d'année du gouvernement et en garantissant les critères et les procédures utilisées pour attribuer les contrats et les autorisations d'extraction des ressources naturelles sont conformes aux exigences fixées par la loi ou la réglementation.

Activitiés:

***a) Protocole d'entente***   
IBP / GIFT élaborera un protocole d'accord avec le gouvernement du Libéria qui déclare officiellement son engagement global à améliorer la transparence budgétaire.

***b) Assistance Technique***

Une fois le protocole d'accord finalisé, le gouvernement du Libéria recevra une assistance technique pour renforcer les capacités à traiter les domaines de transparence spécifiques énumérés dans l'objectif ci-dessus. L'assistance technique fournira des informations et des enseignements tirés des meilleures pratiques et expériences d'autres pays grâce à des ateliers d'échange entre pairs au Libéria, au Nigéria et au Sénégal, et aidera le gouvernement du Libéria à identifier les grandes étapes à venir. L'assistance technique proviendra d'un consultant possédant une expérience et des connaissances approfondies en matière de transparence fiscale.

***c) Plan de travail***

En utilisant les connaissances et les informations obtenues grâce à l'assistance technique, le gouvernement du Libéria élaborera un plan de travail qui décrit les prochaines étapes concrètes, les rôles et les responsabilités des principales autorités gouvernementales qui seront impliquées dans la mise en œuvre des activités visant à améliorer la transparence budgétaire, ainsi qu'un calendrier détaillé pour publication de nouvelles informations. Le plan de travail reflétera les recommandations des conseillers techniques et du personnel IBP / GIFT.

**Objectif 3:** Le gouvernement du Nigéria améliore l'exhaustivité et la fiabilité du budget en prenant des mesures pour publier plus d'informations sur les revenus, en détaillant les allocations et les revenus des entreprises publiques, et en publiant le budget et les rapports d'audit en temps opportun.

Activities:

***a) Protocole d'entente***   
IBP / GIFT élaborera un protocole d'accord avec le gouvernement du Nigéria qui déclare officiellement son engagement global à améliorer la transparence budgétaire.

***b) Assistance Technique***Une fois le protocole d'accord finalisé, le gouvernement du Nigéria recevra une assistance technique pour renforcer les capacités nécessaires pour traiter les domaines de transparence spécifiques énumérés dans l'objectif ci-dessus. L'assistance technique fournira des informations et des enseignements tirés des meilleures pratiques et expériences d'autres pays grâce à des ateliers d'échange entre pairs au Libéria, au Nigéria et au Sénégal, et aidera le gouvernement du Nigéria à identifier les grandes étapes à venir. L'assistance technique proviendra d'un consultant possédant une expérience et des connaissances approfondies en matière de transparence fiscale.

***c) Plan de travail***

En utilisant les idées et les informations obtenues grâce à l'assistance technique, le gouvernement du Nigéria élaborera un plan de travail qui décrit les prochaines étapes concrètes, les rôles et les responsabilités des principales autorités gouvernementales qui seront impliquées dans la mise en œuvre des activités visant à améliorer la transparence budgétaire, ainsi qu'un calendrier détaillé pour publication de nouvelles informations. Le plan de travail reflétera les recommandations des conseillers techniques et du personnel IBP / GIFT.

**Objectif 4:** Les gouvernements du Bénin, du Libéria, du Nigéria, du Sénégal et de l'Afrique du Sud développent des mécanismes efficaces pour permettre la participation du public aux processus fiscaux.

Activitiés:

***a) Protocole d’entente***

IBP / GIFT élaborera un protocole d'accord avec les cinq gouvernements participants qui établit les bases de collaboration pour développer des mécanismes efficaces permettant la participation du public aux processus fiscaux.

***b) Réunion de démarrage***

IBP / GIFT organisera une réunion de lancement en Afrique du Sud avec deux représentants du gouvernement (composés de représentants du ministère des Finances et d'autres ministères concernés), un représentant de la société civile de chaque pays, des consultants et du personnel IBP / GIFT. La réunion examinera les principaux paramètres du projet (par exemple, les objectifs, les résultats escomptés, les activités, le cadre d'évaluation) et discutera des rôles et responsabilités des principales parties prenantes du projet.

***c) Groupe consultatif***

Chacun des pays participants (Bénin, Libéria, Nigéria, Sénégal et Afrique du Sud) établira un groupe consultatif composé de cinq à dix membres issus du gouvernement et de la société civile. Le groupe consultatif se réunira régulièrement pour fournir au ministère des Finances (ou ministère équivalent) des informations en retour et des recommandations sur la conception et la mise en œuvre du mécanisme de participation. L'IBP / GIFT soutiendra et facilitera les premières séries de dialogue et développera des documents décrivant les mesures pratiques que les gouvernements peuvent prendre pour introduire des mécanismes participatifs.

***c) Conception et mise en œuvre***

Chacun des pays participants (Bénin, Libéria, Nigéria, Sénégal et Afrique du Sud) prendra des mesures spécifiques pour établir des mécanismes de participation. Au cours de la première année du projet, chaque pays recevra un appui technique de consultants spécialisés dans la participation du public pour concevoir un mécanisme de participation. IBP / GIFT organisera un atelier d'échange entre pairs au Nigéria en année 1, un atelier d'échange entre pairs au Libéria en année 2 et un atelier d'échange entre pairs au Sénégal en année 3. Les ateliers offriront aux participants la possibilité de recevoir une assistance technique et discuter de leurs expériences dans le déploiement et l'amélioration de leurs mécanismes de participation. Au cours de cette phase, IBP / GIFT organisera des réunions périodiques avec les pays participants pour discuter de l'avancement du projet et adapter l'approche selon les besoins.

**Extrants et résultats du projet**

Après 36 mois, les pays participants auront reçu le soutien d'experts techniques et ont bénéficiés des outils pratiques pour les aider à accroître leur niveau de transparence budgétaire. De plus, les pays auront développé des mécanismes de participation qui peuvent aider leurs gouvernements à s'engager dans des processus budgétaires qui reflètent mieux les contributions et les besoins des citoyens.

Les extrants :

• 3 gouvernements (Bénin, Libéria et Nigéria) reçoivent une assistance technique sur la transparence

• 5 gouvernements reçoivent une assistance technique sur les mécanismes de participation du public aux politiques budgétaires

• 1 réunion de lancement et 3 réunions annuelles (avec sessions d'apprentissage et de réflexion) exécutées

• 1 rapport d’évaluation produit

Les résultats:

• 3 gouvernements (Bénin, Libéria et Nigéria) s'engagent à prendre des mesures pour progresser sur la transparence budgétaire par rapport aux plans de travail spécifiques aux pays

• 5 pays conçoivent (en année 1) et mettent en œuvre (en années 2 et 3) des mécanismes de participation liés aux politiques budgétaires

**ANNEX 2**

**Terms of reference du groupe consultatif**

Ces termes de référence régiront l'organisation et le fonctionnement du groupe consultatif qui sera implémenté dans chaque pays participant, dans le cadre du projet pilote de participation publique financé par le département d'État américain et le fonds fiduciaire multi-donateurs de l'OGP.

**1. Implémentation du groupe consultatif (GC).**

Le groupe consultatif est composé de représentants du ministère des Finances (ou équivalent) et de représentants d'organisations de la société civile qui travaillent sur des questions liées à l'analyse budgétaire, aux dépenses publiques, aux revenus et aux impôts, à la participation du public, à la responsabilité dans l'utilisation des ressources publiques, au suivi des services publics, le renforcement de la société civile et les questions connexes. Le GC sera composée d'un groupe composé de cinq à dix personnes, dont au moins deux représentants du gouvernement et trois représentants de la société civile. IBP / GIFT s'appuiera sur son vaste réseau de partenaires de la société civile dans les pays participants pour faire des recommandations aux ministères des Finances sur les représentants de la société civile qui pourraient être considérés comme membres. L'inclusivité et la diversité sont fortement conseillées pour l'intégration Du GC.

**2. Objectif du groupe consultatif.**

Le Groupe consultatif aura pour rôle de fournir au Ministère des finances (ou équivalent) des informations en retour et des recommandations sur l’identification , la sélection, la conception et la mise en œuvre du mécanisme de participation à adopter dans chaque pays.

**3. Fonctions du groupe consultatif.**

Le groupe consultatif remplira au moins les fonctions suivantes :

- Se réunir aussi souvent que nécessaire, en personne et / ou lors de réunions à distance;

- Soumettre des propositions et formuler des recommandations, commentaires et suggestions ;

- Créer des groupes de travail pour suivre les décisions et les actions ;

-Tenir un procès-verbal des réunions et des décisions ;

- Définir des fonctions supplémentaires telles que décidées par le GC et,

- Maintenir la communication avec IBP / GIFT, via le directeur du réseau GIFT.

**4. Fonctions des représentants du gouvernement.**

- Convoquer pour les réunions ;

- Informer le ministère des Finances des recommandations, propositions et retours d'information du GC;

- Fournir des informations, des explications, des réponses documentées et des commentaires informés aux membres du GC ;

- Promouvoir une communication et une coordination opportunes, objectives, respectueuses et directes avec les membres du GC.

**5. Rôles des représentants de la société civile au sein du groupe consultatif.**

- Servir de liaison entre les autres organisations de la société civile intéressées par le processus de participation du public au processus budgétaire dans leur pays ;

- Porter la voix des OSC intéressées par le projet ;

- Encourager une communication et une coordination opportunes, objectives, respectueuses et directes avec les membres du GC.

**6. Délais et processus.**

La convocation aux réunions du GC sera faite au moins une semaine à l'avance, en envoyant en même temps le projet d'ordre du jour proposé.

Au début de chaque réunion, un membre du GC sera nommé rapporteur pour rédiger le procès-verbal de la réunion. Après la réunion, une fois qu'un premier projet de procès-verbal a été envoyé aux autres présents à la réunion , les membres du GC auront cinq jours pour les commenter. Si aucun commentaire n'est reçu dans le délai indiqué, le procès-verbal sera considéré comme approuvé. Le procès-verbal approuvé doit être publié sur un portail créé à cet effet.

**7. Conditions requises pour la validité d’une session.**

Pour qu'une réunion soit valide, il doit y avoir un quorum avec la présence (physique ou virtuelle, à distance) d'au moins un représentant du gouvernement et de deux représentants de la société civile.

8. Décisions.

En règle générale, le GC prendra ses décisions par consensus.

**9. Observateurs.**

Les membres du GC peuvent inviter des représentants des organisations de la société civile, des gouvernements et des organisations internationales qui pourraient apporter une expérience pertinente, ainsi que des spécialistes. Tous les invités peuvent prendre la parole .

**ANNEXE 3**

**PRINCIPES DE GIFT DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC AUX POLITIQUES FISCALES**

***1. Accessibilité***

*Diffuser des informations budgétaires complètes et toutes les autres données pertinentes, qui peuvent être facilement accessibles et comprises par tous, et être utilisées, réutilisées et transformées, notamment dans des formats de données ouvertes.*

***2. Ouverture***

*Fournir des informations complètes sur l'objectif, la portée, les contraintes, les résultats escomptés, les processus et les calendriers, ainsi que sur les résultats attendus et réels de la participation du public, et, y être sensible.*

***3. Inclusivité:***

Faire participer de manière proactive les citoyens et les acteurs non étatiques, y compris les groupes et les personnes exclus et vulnérables, et les voix qui se font rarement entendre, sans discrimination quelconque & examiner les contributions du public sur une base objective sans tenir compte de leur source.

***4.***  ***Respect de l'expression de soi***

Leur permettre d’exprimer leurs intérêts à leur manière et de choisir les moyens de participation qu’ils préfèrent. Il se peut qu’il existe des groupes qui soient habilités à parler au nom d’autrui.

***5. Respect des délais ou Ponctualité***

Suffisamment de temps pendant les cycles budgétaires et de politiques pour des contributions au cours de chaque phase ; pendant qu’un éventail d’options est encore disponible ; et, lorsque cela est souhaitable, permettre plus d'un cycle d’engagement.

***6. Étendue***

Fournir des informations sur les principaux objectifs , options, choix et compromis de politiques, les impacts éventuels, et intégrer une diversité de points de vue ; assurer une rétroaction sur les contributions du public et sur la manière dont celles-ci ont été incorporées.

***7***.  ***Proportionnalité***

*Utiliser une combinaison de mécanismes de participation proportionnels à l'ampleur et à l'impact de la question ou de la politique concernée.*

***8. Durabilité***

Des activités continues et régulières de participation afin d'augmenter le partage des connaissances et la confiance mutuelle au fil du temps ; institutionnaliser la participation du public ; la rétroaction fournie entraîne la révision des décisions de politique budgétaire ; et, examiner puis évaluer régulièrement l'expérience pour améliorer l’engagement futur.

***9. Complémentarité***

*Veiller à ce que les mécanismes de participation publique et d'engagement citoyen complètent et améliorent l'efficacité des systèmes existants de gouvernance et de responsabilisation.*

***10. Réciprocité***

*Toutes les entités étatiques et non étatiques doivent : être ouvertes sur leur mission, sur les intérêts qu'elles cherchent à mettre en avant, et qui représentent-elles ; respecter tout ce qui a été convenu ; et, coopérer pour atteindre les objectifs.*

**ANNEXE 4**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Mécanisme** | **Description** | **Advantages and limites** | **Ressources** |
| MÉCANISMES DE PARTICIPATION ÉLECTRONIQUE EN LIGNE | | | |
| Enquête auprès des citoyens | Une collection de questions conçues pour collecter des informations sur des sujets ciblés.  Outils - questionnaires, formulaires; enquêtes ouvertes (qualitatives); Choix multiple (quantitatif); sondages | • permet une participation plus large; ouvert à un public ciblé ou à un échantillon aléatoire  • Réduit les obstacles à l'engagement tels que les coûts, la mobilité, la géographie, l'espace  • Facilite la comparaison et la quantification des réponses à la même série de questions  • Diverses ressources en ligne pour la mise en place d'enquêtes peuvent être un outil rentable; publié sur les plateformes de médias sociaux populaires  • Communication unidirectionnelle  • Les réponses au sondage ne communiquent pas le «pourquoi»  • Limité aux citoyens ayant accès à Internet | Examples: New Zealand’s [Kiwi count survey](http://www.ssc.govt.nz/kiwis-count)  plus d'informations sur [citizen survey](https://participedia.net/en/methods/surveys) |
| E-consultations | Canaux en ligne permettant aux citoyens d'envoyer leurs commentaires, idées et recommandations  Outils - portails en ligne; sites Internet; forums en ligne | • permet une participation plus large; ouvert à un public ciblé ou à un échantillon aléatoire  • Réduit les obstacles à l'engagement tels que les coûts, la mobilité, la géographie, l'espace  • Les sites Web peuvent servir de référentiels d'informations  • Communication unidirectionnelle  • Limité aux citoyens ayant accès à Internet  • Les plates-formes ouvertes à tous peuvent manquer de représentation égale, d'engagement plus profond sur des questions complexes | Examples: Canada’s [Pre-budget consultations](https://www.fin.gc.ca/activty/consult4-eng.asp);  Indonesia’s [Lapor!](https://lapor.go.id/lapor/tentang_lapor/tentang-layanan-aspirasi-dan-pengaduan-online-rakyat.html) mécanisme de notification en ligne |
| MÉCANISMES DE PARTICIPATION DÉLIBÉRATIVE | | | |
| Consultations publiques | Échange bidirectionnel d'informations entre les représentants du gouvernement et les citoyens, où les citoyens peuvent offrir des contributions, des idées et des recommandations.  Outils - Audiences prébudgétaires; Réunions de discussion ouverte; Délibérations budgétaires | • Consultations en face à face  • Favorise la transparence, favorise un citoyen informé  • Les fonctionnaires peuvent ne pas être tenus de donner suite aux décisions  • Limité à une situation géographique et à un nombre limité de sièges.  • Les citoyens peuvent avoir un temps limité pour présenter leurs idées | Examples: [UK public consultations](https://www.gov.uk/government/publications?publication_filter_option=consultations) ; [Australia budget consultations](https://treasury.gov.au/topic/budget)  Pour plus d’informations voir [Public Hearings](https://participedia.net/en/methods/public-hearing) |
| Budget Participatif (BP) | Les citoyens participent directement par le biais de discussions et de négociations à la formulation, à l'exécution et au suivi de certaines parties du budget public. | • Peut utiliser divers outils comme les audiences publiques, le vote  • Favorise la transparence, favorise un citoyen informé  • Améliorer l'inclusion sociale des communautés marginalisées dans les délibérations sur la répartition des ressources publiques  • Portée limitée en fonction du pourcentage du budget soumis à participation  • Un fort soutien politique pour mettre en œuvre les résultats du BP | Examples: [Philippines](https://www.dbm.gov.ph/wp-content/uploads/Executive%20Summary/2016/Citizens'%20Participation%20in%20the%20Budget%20Process.pdf) Budgétisation ascendante; Budgétisation participative au [Brazil](https://siteresources.worldbank.org/INTEMPOWERMENT/Resources/14657_Partic-Budg-Brazil-web.pdf)  Pus d’information [Participatory Budgeting](https://www.participatorybudgeting.org/what-is-pb/) |
| Audit Social | À l'aide de documents officiels, les citoyens surveillent, analysent et vérifient les documents gouvernementaux par rapport aux réalités du terrain. Les informations sont partagées et discutées de manière participative. | • Peut utiliser divers outils comme les audiences publiques, le vote  • Favorise la transparence, la responsabilisation, favorise un citoyen informé  • Améliorer l'inclusion sociale des communautés marginalisées en obligeant le gouvernement à rendre des comptes  • La mise en œuvre nécessite un support technique  • Un fort soutien politique pour assurer l'application et le suivi des conclusions de l'audit | Examples: [Social Audit India](http://www.socialaudit.ap.gov.in/SocialAudit/wages/WSA.jsp)  voir plus sur [Social Audits](https://www.internationalbudget.org/publications/guide-to-conducting-social-audits-in-south-africa/) |
| MÉCANISMES FONDÉS SUR DES EXPERTS (s'inspire de l'idée d'une représentation choisie et désignée de la société civile) | | | |
| Groupes consultatifs | Groupe multipartite de représentants sélectionnés pour fournir des commentaires ou des conseils sur un large éventail de sujets ou d'une question. Les représentants pourraient être des membres élus d'un conseil ou des parties prenantes réunies pour former un comité ou un conseil.  Outils: conseils publics; groupes de discussion; Ateliers; | • Consultations en face à face permettant à un petit nombre de participants de mieux comprendre la question  • Permet des discussions approfondies et ciblées, la recherche d'un consensus sur des questions complexes  • Fonctionne mieux dans les petits groupes  • Les parties prenantes invitées peuvent ne pas être représentatives d'une communauté plus large | South Korea [Fiscal Policy Advisory Council](http://guide.fiscaltransparency.net/case-study/top-down-budgeting-advisory-committees-in-the-budget-preparation-and-evaluation-in-south-korea/); Croatia’s [Economic and Social Council](http://guide.fiscaltransparency.net/case-study/experts-pre-budget-consultations-through-the-commission-on-fiscal-policy/)  Voir plus sur [Citizen Advisory groups](https://www.epa.gov/international-cooperation/public-participation-guide-citizen-advisory-boards) |

Participation du public au processus budgétaire : coordination des mécanismes avec les objectifs potentiels

|  |  |
| --- | --- |
| **Mecanisme** | **Objectifs\*** |
| Comités consultatifs de citoyens | Influencer les résultats des politiques, la capacité de puiser dans les compétences des experts, le suivi des problèmes (engagement à long terme), la représentation |
| Enquêtes après des citoyens | Une plus grande avancée vers les citoyens grâce à des outils en ligne, des résultats quantifiables, possibilité l'échantillonnage |
| Surveillance électronique / consultations électroniques | Moyens aficaces pour surveiller la prestation de services, collecter les intrants, utiliser la technologie pour informer les citoyens de l'étendue des services, gouvernement. responsabilités, une plus grande implication pour les citoyens qui ont accès à Internet. |
| Discussions en Focus Group | C’est une occasion pour un engagement éclairé sur les questions spécifiques |
| Budgetisation Participative | Fournit une opportunité pour l'inclusion sociale des communautés marginalisées ; sert de technique de gouvernance |
| Deliberations Publiques / Consultations | Offre une opportunité de dialogue bidirectionnel, l'échange d'informations peut servir à accroître la maîtrise du budget, à comprendre l'opinion publique, à influencer la prise de décision |
| Ecoute Publique | Favorise la maîtrise du budget, l'échange d'informations, la compréhension de l'opinion publique |
| Audit Social | Redevabilité budgétaire, impliquer les citoyens dans la collecte, le suivi et l'analyse des informations |
| Mouvements sociaux / campagnes | Une large diffusion via les médias sociaux, crée une pression externe |
| Ateliers | Favorise la maîtrise du budget, l'échange bidirectionnel d'informations |

\* La transparence, la responsabilité, le renforcement de la confiance dans les institutions publiques sont des résultats communs à tous les mécanismes.

Autres mécanismes: jurys de citoyens; Outils informatiques pour organiser des forums / discussions; Gestion / suivi / surveillance à base communautaire; Enquêtes de suivi des dépenses publiques; Rapports publics sur les dépenses; World café .

**ANNEXE 5**

Budget participatif Cascais , Portugal  
  
  
1. Résumé

|  |
| --- |
| **Ce cas a été produit par la municipalité de Cascais, au Portugal, et il a été l'un des trois bénéficiaires du Prix GIFT 2017 pour la participation du public à la politique budgétaire et à l'élaboration du budget.** |

Cascais a un problème de distance entre les citoyens, les politiques et les politiciens, ce qui se traduit par plus de 60% d'abstention électorale. En 2011, le budget participatif (PB) a été le mécanisme utilisé par la municipalité pour rassembler les citoyens, les politiciens et les techniciens. Le PB est un processus par lequel la population prend des décisions ou contribue à la prise de décision sur l'avenir d'une partie des ressources publiques disponibles. Cascais est le projet le plus pertinent pour promouvoir la participation citoyenne , né de la nécessité de renforcer la société civile, de moderniser les services publics et de lutter contre la corruption, fondée sur la responsabilité, la citoyenneté active, la participation, la transparence et la gestion des ressources selon les besoins réels des gens plutôt que selon les intérêts personnels des ministères .

L'approche utilisée par la municipalité implique une méthodologie juridiquement contraignante, à faible coût, avec deux cycles (décision et mise en œuvre) où les citoyens participent à un éventail d'instances: de la présentation des idées, aux discussions de projet jusqu'à l'inauguration. Le PB est accessible à tous, favorise l'inclusion sociale, l'égalité des sexes et l'intégration de tous les groupes sociaux et est un pionnier dans le développement d'un nouveau modèle d'administration publique.  
  
En 6 ans, avec une population de 206.000 à Cascais, la municipalité a engagé plus de 150.000 citoyens, a mis en œuvre 88 projets (œuvres) d'une valeur de 15.820.000 € et a renforcé la confiance des citoyens dans leurs pouvoirs publics. C'est le PB le plus voté du Portugal, et sa méthodologie a été reproduite dans plus de 10 villes et a influencé les pratiques dans différents continents. L'engagement des citoyens implique la définition de priorités en termes de dépenses publiques. Par conséquent, il devient un protagoniste permanent dans l'administration publique. Le PB combine la démocratie directe avec la démocratie représentative.

Le PB requiert l'implication directe des citoyens à 4 étapes essentielles: identifier les problèmes et les besoins de la société; prise de décision annuelle des priorités; la mise en œuvre des projets; le suivi et l'évaluation des travaux. Le processus participatif repose sur différents mécanismes, notamment: des réunions publiques sur des questions territoriales ou thématiques; Pages Internet; et systèmes de messagerie téléphonique. La méthodologie repose sur l'idée que le fait d'amener les gens à trouver un terrain d'entente en discutant les idées qu'ils ont pour leur communauté va motiver la participation, de manière à répondre au manque de confiance dans les politiciens et au manque d'enthousiasme pour la politique. Ainsi, au total, il y a plus de voix dans le processus de Cascais du PB que dans l'élection du Conseil municipal.

Le PB améliore la prestation de services et le pouvoir des citoyens de faire entendre leur voix dans la politique locale. Il y a une confiance qui génère la mobilisation. Les gens s'approchent de la municipalité à cause du PB et au fil du temps, ils s'impliquent de plus en plus. Les gens assument la responsabilité de la gestion et de la maintenance de tous les aspects des projets. Ils traitent des problèmes et trouvent des solutions ensemble et avec les techniciens municipaux. Le BP - comme une nouvelle façon de prendre les décisions et un outil de participation active - développe de nouveaux comportements dans la communauté, l'amenant à jouer un rôle actif définissant les priorités pour l'utilisation des ressources disponibles, garantissant et permettant à chacun de participer au développement de ses territoires .

2. Pourquoi (dans quel but)

La budgétisation participative est apparue dans les années 1980 au Portugal , comme un moyen d'intégrer les citoyens pauvres et exclus dans le processus de décision du budget local en les impliquant dans la hiérarchisation de leurs problèmes et dans la recherche de solutions. Le PB vise à défendre les besoins démocratiques qui ne sont pas satisfaits par le gouvernement. Il promeut la gouvernance par le peuple et, en principe, la responsabilité. La centralisation du pouvoir, loin du contrôle des gouvernements et des citoyens élus, a créé des tensions et ainsi généré des vagues de «mécontentement démocratique» dans le monde entier. C'est un sentiment général de mal-être, qui affecte de nombreuses différentes parties du tissu social et qui se reflète de plusieurs façons, par exemple, dans les grandes manifestations publiques, les taux élevés d'abstention électorale et le manque de confiance dans les institutions.

Dans le cas de Cascais, la municipalité a fait de l'un de ses axes gouvernementaux la promotion d'une citoyenneté active, cherchant à générer une proximité par la démocratie participative, favorisant un esprit communautaire et favorisant le volontariat et la responsabilité sociale, et mettant l'accent sur la qualité du gouvernement. Une tentative d'aborder également la crise de la représentation dans les procédures démocratiques. Le PB peut être vu comme une réponse locale à cette situation problématique. La confiance peut être considérée comme le moteur de la démocratie: la délégation du pouvoir à travers le vote. La démocratie représentative traditionnelle semble être incapable de relever les nouveaux défis sociétaux générés dans le monde contemporain, et le besoin existant de mobiliser l'énergie et la confiance des gens.

Ainsi, en 2011, une nouvelle équipe est née à la municipalité, et le PB était basé sur l'Agenda Local (A 21). Une charte d'intention a été préparée pour que le PB promeuve une participation éclairée afin de rapprocher les citoyens des décideurs et de contribuer à la modernisation administrative et à la promotion d'une société civile dynamique. Ces objectifs structurent un PB délibératif dans lequel les participants peuvent soumettre des propositions et décider des projets dans le cadre d'un budget participatif qui a commencé dans l'ordre de 3% du budget municipal.

En 2013, la Division de la citoyenneté et de la participation a été créée, elle a inclus A21, le volontariat, les associations culturelles, les associations de voisins et le BP. Cette division est le résultat de l'engagement du gouvernement local à promouvoir la gouvernance démocratique et à accroître la participation des citoyens à la gestion du territoire.

En comparaison avec d'autres municipalités au Portugal, Cascais se distingue par sa représentativité, avec un taux d'électeurs élevé, le montant des investissements , le nombre de participants aux séances publiques, le modèle de vote, le travail de suivi par les promoteurs de projets et une équipe PB motivée et à engagement et dévouement exclusif .

3. Cadre législatif et réglementaire

Le PB repose sur deux principes fondamentaux de la primauté du droit démocratique: le principe de participation et le principe de la coopération de l'administration avec les individus. Ces principes sont édictés par les articles 266 à 268 de la Constitution de la République Portugaise.

Le PB de Cascais est le résultat de la décision politique de l'exécutif municipal .Il n'est encadré par aucune initiative législative nationale ou régionale. Cependant, le Portugal est le pays européen avec le budget le plus participatif (il dispose de 118 budgets participatifs actifs).

En 2017, le Portugal se distingue sur le plan international par la création du premier budget national participatif dans le monde. Dans ses objectifs, nous pouvons lire "Le budget participatif Portugal - NPB est un processus démocratique, direct et universel, à travers lequel les gens décident des investissements publics dans différents domaines de la gouvernance. Par le NPB, les gens peuvent décider comment investir 3 millions d'euros. Il convient de noter que le budget participatif de Cascais est si impressionnant qu'il fournit un million d'euros de plus que le budget participatif national.

Après le PB national, le gouvernement a également créé un budget participatif pour les écoles et les jeunes en 2017. Ces deux processus ont également été incorporés dans des pratiques innovantes.

4.Qui et comment

La méthodologie Cascais PB a deux cycles:

• La décision et

• La mise en oeuvre.

 Le cycle de décision comporte 4 phases:

**1.** PRÉPARATION DE LA PROCÉDURE (Jan / Mar)

**2.** RÉCEPTION DES PROPOSITIONS (avril / mai)

Le PB reçoit des propositions au cours de 9 séances publiques dans différents districts pour promouvoir l'égalité d'accès à la population.

Les participants sont contrôlés et enregistrés en tant que résidents, travailleurs ou étudiants à Cascais et les sessions sont traduites en portugais et en anglais (et leurs langues des signes respectives).  
Ils sont assis autour de tables rondes et expliquent leurs idées / projets.  
Chaque table de 7 à 9 participants a un technicien municipal qui dirige le flux de travail.  
De chaque table, 2 idées sont sélectionnées, puis présentées à tous les participants dans la salle. Chaque participant a deux voix à utiliser dans deux propositions différentes, qu'il veut valider. Les propositions approuvées par session sont proportionnelles aux participants présents. Il y a aussi la possibilité de faire une proposition en ligne. Les deux propositions qui reçoivent le plus de voix sont présentées lors de la dernière session publique.

3. ANALYSE TECHNIQUE (Mai / Sept)

Des équipes multiservices sont mises en place pour évaluer et budgétiser les propositions approuvées en séances publiques, selon les critères d'éligibilité énoncés dans le règlement:

A. être suffisamment précis et délimité sur le territoire;

B. Ne pas dépasser les 300.000,00€;

C. ne pas dépasser 24/36 mois d'exécution;

D. Être compatible avec d'autres plans municipaux.

4. VOTE (oct / nov)

Une fois l'analyse technique terminée, une liste finale des projets est annoncée et le vote commence. La municipalité investit dans la publicité de rue à travers des panneaux publicitaires extérieurs, des dépliants, des expositions et par le biais de la publication électronique sur Internet (site Web et Facebook). La campagne est de plus en plus développée par des groupes de promoteurs afin de faire connaître leurs projets et d'obtenir des votes.

Un numéro de téléphone mobile permet de voter . Les votes sont faits par SMS et peuvent être utilisés pour voter contre ou en faveur d'un projet particulier.

L'annonce des projets gagnants clôt ce cycle. Les projets non gagnants sont enregistrés dans une banque d'idées.

**Cycle d'implémentation**

 Ce deuxième cycle est essentiellement composé de phases qui ne diffèrent pas, en termes de nomenclature , de l'exécution d'autres travaux ou d'investissements publics réalisés par la municipalité. Le défi et, en même temps, son caractère innovant résultent de la participation des citoyens à un travail dans lequel ils ne sont pas traditionnellement impliqués.

**1. PRÉPARATION DE L'ÉTUDE PRÉLIMINAIRE**

Cela consiste en la définition et la mise en œuvre générique des projets, en essayant d'adapter les documents de préparation et leur mise en œuvre respective aux intentions des promoteurs. C'est dans ce sens que la Municipalité a choisi d'inclure dans la méthodologie une rencontre avec les auteurs des propositions avant de commencer le travail technique, afin de les écouter, de comprendre leurs perspectives quant à l'exécution et le fonctionnement futur de l'investissement à réalisé, en conciliant tout cela avec les contraintes techniques et budgétaires, ainsi qu'avec les procédures légales que la Mairie doit respecter.

Cette réunion préliminaire peut être ouverte à l'ensemble de la population, en particulier celle qui est dans le champ d'influence du projet, si c'est un investissement plus important et avec un plus grand impact sur la vie des gens. L'objectif est de comprendre les différentes perspectives sur l'intervention et de rechercher les points d'équilibre et de consensus.

**2. CONCEPTION DU PROJET**

Cette étape implique la définition détaillée des travaux à réaliser ou des biens et services à contracter. L'autorité locale peut utiliser ses équipes, offrir ce service à l'étranger ou déléguer son exécution à une autre entité, notamment si elle est directement visée ou bénéficiaire de l'investissement prévu.

Aussi, à ce stade, il y a un souci de tenir les soumissionnaires informés et de les impliquer dans l'évolution de la mise en œuvre.

**3. MARCHÉS PUBLICS / ADMINISTRATION DIRECTE**

Ici, la mairie peut directement assurer l'exécution des projets à travers ses services, choisir de contracter à l'extérieur, ou, alternativement, prévoit sa mise en œuvre avec une institution locale, surtout si elle est le bénéficiaire directe du travail / équipement ou responsable de sa gestion et sa maintenance future .

**4. ATTRIBUTION DE CONTRAT**

Tel est le contrat avec l'entité d'exécution, qui ne diffère en rien des autres projets et investissements réalisés par la mairie.

**5. INAUGURATION**

Une fois le projet achevé, il sera livré au public lors d'une cérémonie publique à laquelle assisteront le maire de Cascais et les promoteurs du projet. Le travail ou l'équipement contient une signalisation indiquant que c'est le résultat du budget participatif.

5. Resulats et impact

Le PB Cascais dans ses 6 éditions a eu un fort impact sur le territoire.

Cet impact le plus mesuré était dans la participation:

Total des voix (6 ans) 219.307

Somme des participants aux séances publiques 4389

Les plus participant à la session 210

Total des propositions (9 sessions x 6 ans) 975

Total des propositions en séance plénière (9 sessions x 6 ans) 628

Total des propositions / analyse technique (9 sessions x 6 ans) 289

Total des projets soumis au vote (6 ans) 196

Total des œuvres (après le vote) 88

Le taux d'exécution a eu les impacts suivants:  
La somme des investissements en travaux pendant 6 ans était de 15,8 M €.  
Les 88 projets ont les résultats suivants:The implementation rate had following impacts:

The sum of investment in works during 6 years was 15,8M€.

The 88 projects have the following results:

BP 2011: 12 projets / 12 achevés  
BP 2012: 15 projets / 14 achevés  
BP 2013: 6 projets / 5 achevés  
BP 2014: 9 projets / 9 achevés  
BP 2015: 21 projets / 17 achevés \*  
BP 2016: 24 projets / 16 achevés \*  
  
\* Les projets prennent 2-4 ans à réaliser.

Le nombre de projets ayant un impact dans les domaines suivants:

25 dans l'éducation

12 en réhabilitation urbaine et réhabilitation

11 dans les espaces verts  
10 dans le sport  
10 dans le réseau routier public  
7 en Sécurité et protection civile  
6 dans la Culture  
5 en action sociale  
1 en Protection de l'environnement et énergie  
1 en Innovation et connaissance

Le PB Cascais fait l'objet d'une évaluation par un consultant externe. Les résultats révèlent que les gens s'impliquent dans la municipalité à cause du PB et s'impliquent davantage. De nouvelles organisations ont été instituées en raison du PB. La «conception partagée» d'un projet, la «proximité de l'autorité locale», le «dialogue facile et accessible» et «l'établissement d'une nouvelle relation entre les citoyens et les autorités locales» sont des avantages décrits par les citoyens.  
  
Les projets mis en œuvre ont amélioré la vie des citoyens, et aujourd'hui tout le monde vit à moins de 1,2 km d'un projet de PB mis en œuvre.

Les autres impacts de cette action sont l'amélioration des compétences, la sensibilisation aux contraintes procédurales, une meilleure compréhension des procédures d'administration publique. Cela conduit également à une reconsidération des dirigeants des citoyens, la responsabilité de la gestion et la maintenance des projets / travaux. Les gens sont impliqués, non seulement dans leurs problèmes mais aussi dans leurs solutions.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | BP 2011 | BP 2012 | PB 2013 | BP 2014 | BP 2015 | BP 2016 | TOTAL |
| Participants | | | | | 504 | 395 | 762 | 747 | 862 | 1119 | **4389** |
| La plus large participation à une session (nombre de participants ) | | | | | 91 | 115 | 174 | 127 | 183 | 210 | **900** |
| Total des propositions  (9 sessions) | | | | | 286 | 223 | 201 | 100 | 81 | 84 | **975** |
| Total des propositions  ( Plénière ) | | | | | 130 | 147 | 105 | 81 | 81 | 84 | **628** |
| Total des propositions (analyse technique) | | | | | 48 | 48 | 47 | 43 | 46 | 55 + 2 (online) | **289** |
| Total des projets soumis au vote ) | | | | | 30 | 32 | 26 | 31 | 40 | 37 | **196** |
| Total des projets après le vote ) | | | | | 12 | 16 | 7 | 9 | 21 | 24 | **88** |
| Total des voix | | | | | 6.903 | 23.198 | 33.715 | 41.005 | 55.919 | 58.567 | **219.307** |
| Budget disponible | | | | | 2,1M€ | 2,5M€ | 1,5M€ | 1,5M€ | 4,0M€ | 4,2 M€ | **15,8M€** |

Retour en 2012, Cascais a été élu et mis au défi de présider l'Observatoire international de la démocratie participative pour 2013 à Porto Alegre, au Brésil (Observatoire International de la Démocratie Participative - OIDP) voir .

https://www.oidp.net/resources/VIdistincion/distincion/  
http://www.cm-cascais.pt/projeto/xiii-conferencia-oidp-v-glocal  
  
Afin de promouvoir une plus grande interaction entre les différentes municipalités et améliorer les pratiques nationales, Cascais a dirigé en 2016 la création d'un réseau national participatif, appelé RAP (Rede de Autarquias Participativas) et l'a présidé jusqu'en décembre 2018.

http://www.portugalparticipa.pt/Home/Rap/  
  
En 2017, Cascais a été distingué avec un label de bonnes pratiques URBACT avec sa pratique du Budget Participatif sur 6 ans.

http://urbact.eu/bridging-gap  
  
Voir les clips média:

<https://www.publico.pt/2014/11/23/local/noticia/orcamento-participativo-mais-votado-do-pais-destina-15-milhoes-de-euros-a-dez-projectos-1677089>  
  
<http://visao.sapo.pt/ambiente/cidadeperfeita/governacaoo/orcamento-participativo-de-cascais=f679845>  
  
<http://observador.pt/2015/07/11/nova-iorque-tem-muito-a-aprender-com-cascais/>

7. Leçons apprises

Depuis 2011, le PB de Cascais est suivi par un organisme indépendant, "Associação - In Loco", dirigé par l'expert Urbact Nelson Dias. Le consultant garantit une analyse comparative annuelle de la pratique et prépare des études publiées à ce sujet. L'équipe PB continue d'apprendre et de s'adapter. Chaque budget participatif est unique et doit être traité en fonction de ses objectifs, de son budget, de ses règles et des besoins locaux.

Les sessions d'évaluation annuelles mènent à des mises à niveau dans les normes PB. Ces changements résultent des erreurs précédentes détectées chaque année. Cette méthode d'évaluation comprend des politiciens, des techniciens, des citoyens et des consultants.  
  
Le modèle de Cascais PB a été reconnu comme un exemple de bonne pratique et a été utilisé par d'autres villes aux niveaux national et international. Beaucoup d'autres villes ont reproduit le modèle de Cascais PB, villes portugaises: Alenquer, Águeda, Caminha, Funchal (île de Madère) Lagoa, Lousã, Mafra, Torres Vedras, Penacova, Penafiel, Portimão, Ponta Delgada (île de S. Miguel - Açores). De nombreuses villes internationales en Europe ont envoyé des représentants pour étudier notre pratique PB: Bruxelles (Belgique), Stockholm (Suède, Dubrovnick (Croatie), Ríčany (République tchèque), Mondial: Maputo, Quelimane et Nampula (Mozambique), Manágua (Nicaragua) et New York City (États-Unis).

Lex Paulson, organisateur de la campagne 2008 de Barack Obama a rendu visite à notre BP et a déclaré: "Ce qui nous a le plus impressionné à Cascais, c'est qu'ils ont utilisé la budgétisation participative pour bâtir la confiance et la participation, non seulement pour un an, mais pour de nombreuses années. Ce que Cascais a fait au cours des cinq dernières années a été de montrer que nous pouvons toujours améliorer et créer de plus en plus confiance en montrant l'impact et les résultats, de sorte que les citoyens sont de plus en plus engagés, dévoués et motivés ".  
  
8. Principes de la participation du public à la politique budgétaire

** Accessibilité**  
Cette pratique facilite la participation du public en général en diffusant des informations complètes et toutes les autres données pertinentes en utilisant des mécanismes faciles d'accès, de compréhension et d'utilisation, de réutilisation et de transformation pour tous. Dans ce site www.cascaisparticipa.pt, tout le processus est ouvert et disponible, et les gens peuvent voter par SMS, ce qui est très facile. Les séances publiques ont lieu dans des endroits différents, pour être le plus proche possible de la population.

** Ouverture**Une information complète et continue est disponible sur www.cascaisparticipa.pt . ll y a un contact permanent avec tous les citoyens grâce à une équipe disponible juste pour répondre et produire un soutien pour tous les doutes.

 **Inclusivité**

Notre PB est accessible à tous, favorise l'inclusion sociale, l'égalité des sexes et l'intégration de tous les groupes sociaux. Nos sessions publiques ont une traduction en anglais et en français pour les étrangers et une traduction en langue des signes portugaises. Les séances sont tenues après l'horaire administratif , il est donc plus facile pour tout le monde de participer. Les bâtiments et l'espace accessibles aux fauteuils roulants et l'aide apportée aux enfants pendant la session, si nécessaire, sont toujours pris en compte.

 **Respect de l'expression de soi**

Les petites tables en séances publiques et sa méthodologie permettent à toutes sortes de personnes de s'exprimer et de discuter avec leurs voisins de la situation et des priorités locales.

**Opportunité**  
La pratique est engagée avec le principe de rapidité. Il est diffusé à toutes ses étapes à travers une campagne de communication (site internet, facebook, panneaux publicitaires extérieurs, panneaux d'affichage, journaux, flyers ...) aux différentes étapes de mise en œuvre et de décision. Les citoyens et toutes les parties prenantes sont invités à participer et peuvent même évaluer l'édition précédente et aider à définir le calendrier de l'année suivante.

Le processus PB favorise des sessions de clarification individualisées avant de commencer chaque édition, aidant ainsi toutes les parties prenantes à comprendre le fonctionnement et les règles du BP.  
**Profondeur**

Le PB Cascais a un consultant externe et une évaluation continue, à partir de 2011. L'équipe dédiée soutient chaque engagement public en fournissant toutes les informations pertinentes. Cascais dispose également d'un site web de données ouvertes (www.cascaisdata.pt) dans lequel toutes les données BP sont disponibles. Et dans www.cascaisparticipa.pt tout le monde peut suivre les 88 projets gagnants.

** Proportionnalité**

Le budget participatif a alloué un montant annuel défini par la ville exécutive, pour financer les projets que les citoyens élisent en priorité. La municipalité décide d'un investissement lié à l'indice de participation de la population, d'un montant minimum de 1,5 million d'euros. Au cours de l'année dernière, avec 58,567 voix, la municipalité a fourni 4,2 millions d'euros, ce qui représente 12% de l'investissement annuel en 2016.

  **Durabilité**

Au cours des 6 dernières années, le PB a eu lieu chaque année dans la ville de Cascais. Il a non seulement augmenté en nombre, mais il a également augmenté dans sa durabilité. Le territoire reflète un investissement de 15,8 millions d'euros, issu de 88 idées de citoyens. Le fait que personne ne vive à plus de 1,2 km d'un travail de PB souligne l'impact dans la vie de tous les jours.  
  
 **Complémentarité**

Le processus participatif a conduit à l'apparition de nouvelles initiatives de citoyenneté à travers lesquelles la municipalité a amélioré sa proximité et son interaction avec les citoyens favorisant les dialogues, la numérisation et les infrastructures ou outils technologiques:

Youth PB - est un processus par lequel les étudiants prennent des décisions sur un montant de 2500 € / an par école.

www.cascaisparticipa.pt - Site où les citoyens peuvent suivre le processus PB, comprend des images, des vidéos, des projets, des analyses techniques, des documents et des sites de construction géoréférencés.  
Fix Cascais - Une application qui permet de signaler les anomalies dans les espaces publics: trottoir endommagé, feu de circulation, etc. Cela s'inscrit dans une politique de citoyenneté responsable dans laquelle tout le monde, résident ou visiteur est invité à aider Cascais à améliorer son territoire.

Points de la ville - Une application où les citoyens reçoivent des points pour participer et avoir des attitudes durables et peuvent échanger ces récompenses.

Informations en ligne dans cascaisparticipa.pt, cascaisdata.pt, facebook.

 **Réciprocité**

La municipalité s'engage à tout faire pour l'émergence d'une nouvelle démocratie fondée sur la règle de la participation et de la citoyenneté. On parle d'une démocratie avec un nouvel esprit, capable de rétablir la confiance entre les gouvernements et les gouvernés.

Cascais s'engage à mettre en œuvre des dispositifs de codécision dans les ressources publiques, telles que le PB.

9. Contexte national

**a. Type de gouvernement**

Le Portugal est une république avec une démocratie représentative semi-présidentielle. La monarchie portugaise a été abolie le 5 octobre 1910, la constitution portugaise interdit les changements à son mode de gouvernement républicain. Le chef d'État et commandant en chef des forces armées est le président, il est élu à la majorité absolue par un système à deux tours.  
Le chef du gouvernement est le premier ministre, il est nommé par le président.  
Le Portugal a un système multipartite. Les membres de l'Assemblée portugaise sont élus au moyen d'un système de représentation proportionnelle à liste fermée.

**b. Espace civique (taille de la société civile, cadre réglementaire)**

La République portugaise est un pays d'Europe occidentale, elle comprend la partie continentale du Portugal sur la côte occidentale de la péninsule ibérique et les petits archipels de Madère et des Açores dans l'océan Atlantique.

Le Portugal couvre une superficie de 92 090 km² et compte 10,3 millions d'habitants (2015); la capitale et la plus grande ville est Lisbonne avec environ 550 000 habitants. Cascais est à côté de Lisbonne et compte 206.000 habitants.

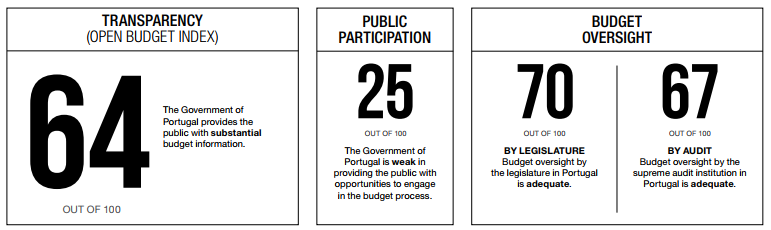
Les principes de participation et de coopération avec les particuliers sont présents dans les articles 266 à 268 de la Constitution de la République Portugaise - PRC .

"La République portugaise est un Etat démocratique fondé sur la primauté du droit, la souveraineté du peuple, l'expression démocratique et l'organisation politique plurielles, le respect et la garantie de la mise en œuvre effective des libertés et droits fondamentaux, la séparation et l'interdépendance des pouvoirs, en vue d'instaurer une démocratie économique, sociale et culturelle et d'approfondir la démocratie participative »(article 2 de la RPC)

**c .Résultats du sondage sur le budget ouvert**

Selon l'enquête sur le budget ouvert de 2015, le gouvernement du Portugal fournit au public des informations budgétaires substantielles qui lui permettent de s'engager dans le processus budgétaire, mais par voie législative et par audit. Des initiatives telles que le budget participatif peuvent aider le Portugal à améliorer ses performances futures.

http://survey.internationalbudget.org/#profile/PT

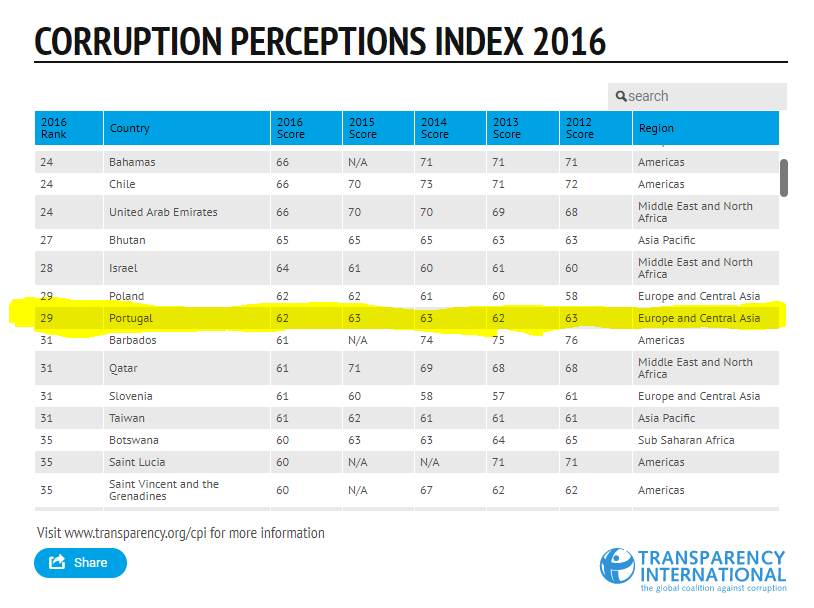


<http://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/OBS2015-CS-Portugal-English.pdf>

Search Cascais in:

<https://www.portalmunicipal.gov.pt/municipio?locale=en>

**d. Score sur l'indice de perception de corruption de TI**



<https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016>

**VOIR DES MATÉRIAUX SUPPLÉMENTAIRES:**

Le nombre de votes est seulement l'un d'entre eux. Le PB est délibératif et émerge comme un processus de prise de décision basé sur le pouvoir des personnes, de sorte que les citoyens ont une interaction continue dans l'ensemble du processus, ce qui est l'élément clé de notre concept de participation:

Communication (bms) https://www.youtube.com/watch?v=kfH2U2Ws184  
Sessions publiques https://www.youtube.com/watch?v=sppl0M34dq8  
Analyse technique https://www.youtube.com/watch?v=pHidvE7EG10  
Vote https://www.youtube.com/watch?v=1Kg6qaMgzt8  
Mise en œuvre des projets www.cascaisparticipa.pt

**ANNEXE 6**

# Participation du public à la budgétisation - Mécanismes de redevabilité sociale pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans les budgets et les dépenses

# Sowmya Kidambi

**Le défi**

Le ministère des Finances des gouvernements du monde entier a la tâche herculéenne de veiller à ce que les budgets financiers annuels soient préparés et exécutés efficacement en tenant compte de la disponibilité des fonds et qu'aucun secteur ne soit ignoré. Le ministère doit proposer une politique économique et financière ainsi que coordonner et superviser ces actions conformément à la loi. La tâche principale d'un budget est d'estimer les ressources nécessaires pour soutenir les programmes / et les activités de divers départements. L'exercice de budgétisation se concentre également sur d'autres moyens d'utiliser les ressources allouées de manière plus judicieuse et efficace pour atteindre les objectifs politiques.

Un cycle budgétaire se compose de 4 étapes - **préparation, approbation, exécution et évaluation**.

# On observe cependant que les pratiques budgétaires traditionnelles ne favorisent pas adéquation des investissements financiers aux résultats ou aux revenus, ce qui limite la capacité d'analyse approfondie et de compréhension des besoins réels. Le ministère des Finances est également entièrement tributaire des ministères sectoriels pour le retour d'informations et des données sans mécanisme indépendant pour connaître l'état réel de la mise en œuvre. Il est donc important que les ministères des finances adoptent un cadre basé sur la performance qui est utilisé pour allouer des ressources aux programmes et des programmes sur la base de systèmes de rétroaction indépendants appropriés et pas seulement de paramètres appropriés.

# La solution proposée-

# L'une de ces approches consiste à dialoguer avec les citoyens et le public pour promouvoir

# la participation à la budgétisation tout en se concentrant sur l'utilisation précédente des fonds et en établissant une visibilité accrue sur la façon dont les programmes ont été mis en œuvre et quels en ont été les résultats. Une telle pratique pourrait en fait reposer sur un processus de responsabilité sociale, par exemple des audits sociaux.

# Qu'est-ce que l'audit social?

L'audit social est un processus par lequel on essaie de savoir si les avantages du projet / des activités atteignent les personnes auxquelles il est destiné. Il s'agit d'un processus démocratique auquel participent tous les acteurs impliqués dans un projet particulier. L'audit social n'est pas seulement un audit des dépenses ou des décisions mais couvre également les questions d'équité et de qualité dans la mise en œuvre des programmes. Il s'agit d'une vérification détaillée des dossiers du gouvernement auprès des personnes et des travaux / projets exécutés sur le terrain.

Dans un audit social, la population et le gouvernement suivent conjointement le projet. Il intègre les perceptions et les connaissances des gens, implique les gens dans la tâche de vérification et entraîne également une acceptabilité beaucoup plus grande du gouvernement.

Objectif d'un audit social-

Bien que le gouvernement successif jusqu'à ce jour ait dépensé des milliards par le biais de ses budgets pour divers programmes / activités, le fait est que les avantages escomptés des programmes n'atteignent pas clientèle cible comme souhaité. Il y a dilution et déviation dans la mise en œuvre des programmes. Le plus souvent, la clientèle ciblée ne connaît ni les objectifs ni les éléments du programme.

Tout en rationalisant les systèmes de prestation de services et en veillant à ce que la transparence et la redevabilité fassent partie intégrante de la gouvernance, il est tout aussi important que les citoyens pour lesquels les programmes sont mis en œuvre soient informés de leurs droits et participent au budget, à la conception du programme, processus décisionnels et suivi et évaluation du programme. C'est dans ce contexte que le concept d'Audit Social et d'autres mécanismes de responsabilité sociale sont devenus importants, où dans les audits citoyens / communautaires le programme et sa mise en œuvre.

Étapes d'un audit social -

1. Accès aux enregistrements

2. Identifier les parties prenantes et former une équipe

3. Vérification croisée des enregistrements avec le bénéficiaire / travail

4. Préparation du rapport

5. Présentation et discussion des résultats avec la communauté dans un forum ouvert

6. Partager les retours / conclusions avec le ministère des Finances, le ministère de tutelle, les OSC et l'UGP

7. Publication de directives politiques pour améliorer la mise en œuvre du schéma / programme

Le modèle / approche proposée-

Le ministère des Finances identifie un secteur / programme / programme particulier d'importance ou d'importance nationale sur lequel il souhaiterait recevoir des commentaires indépendants sur une base pilote et sollicite l'aide des OSC / ONG, impliquées dans le secteur / programme / activité pour entreprendre un exercice de responsabilité sociale et le retour d'information / rapport reçu serait utilisé pour émettre des directives politiques qui renforcent encore le cadre de mise en œuvre et fournissent au ministère des Finances des commentaires authentiques, fondés sur des preuves et indépendants.

À cette fin, le ministère des Finances -

a. Créer une unité de gestion du programme (UGP) qui serait composée d'experts du programme / secteur et de fonctionnaires du gouvernement ;

b. Engager les OSC à mener des exercices de responsabilité sociale - vérification des bénéficiaires, vérification des programmes / projets, vérification des travaux, etc.

c. Veiller à ce que les informations relatives au secteur / programme soient mises à la disposition des OSC pour effectuer un tel exercice;

 d. à la fin de l'exercice de responsabilité sociale;

e. Des rapports basés sur l'exercice de responsabilité sociale seront soumis au ministère des Finances pour émettre des directives politiques aux ministères compétents ;

F. Des consultations conjointes avec les ministères compétents, l'UGP, les OSC et le ministère des Finances seront tenues pour discuter des conclusions et des problèmes identifiés lors de l'exercice de responsabilité sociale.

g. Les résultats aideront à alimenter le processus de budgétisation pour l'année suivante.

Principes minimum à respecter-

1. Accès à l'information - Des informations concernant le programme / régime devraient être mises à disposition pour l'exercice

2.le programme / régime a été conçu devrait nécessairement avoir la possibilité de participer à l'exercice

3. Protection des citoyens - Un forum ouvert et sûr pour une discussion libre et équitable devrait être fourni aux citoyens pour qu'ils s'engagent dans l'exercice de responsabilité sociale

4. Droit des citoyens à être entendus - L'exercice d'audit social devrait fournir aux citoyens un mécanisme pour faire entendre et traiter leurs griefs

5. Plateforme collective - Une plateforme collective renforce et justifie la voix des citoyens et sera un forum sûr et sécurisé pour une discussion libre et équitable.

6. Diffusion du rapport - Les conclusions de l'exercice de responsabilité sociale devraient être rendues aussi publiques que possible afin d'obtenir une rétroaction plus large des citoyens.

Pourquoi cet exercice ?

De bonnes pratiques de participation du public peuvent aider les gouvernements à être plus responsables et plus réactifs vis-à-vis de leurs communautés, et peuvent également améliorer la perception qu'a le public des performances du gouvernement et la valeur que le public reçoit de son gouvernement. La transparence est une valeur fondamentale de la budgétisation gouvernementale. L'élaboration d'un processus budgétaire transparent améliorera la crédibilité et la confiance du gouvernement au sein de la communauté.

**ANNEXE 8**

**CONSEILS DE POLITIQUE PUBLIQUE**

**Daniel Avelino, 2019**

**Le contexte**

Bien que la promotion de la participation du public aux politiques budgétaires soit déjà un défi en soi, elle peut être encore plus difficile lorsque les participants sont confrontés à des problèmes de continuité. Les processus participatifs basés sur des événements ou toute autre méthode dans laquelle les médiateurs font face à un public dynamique et changeant à chaque fois, malgré leurs mérites dans la promotion de l'accès et de l'universalisation, obligent les promoteurs à redoubler d'efforts pour assurer des bases communes de connaissances et de compréhension. Concrètement, sans les enseignements tirés de l'expérience, les participants peuvent devenir trop dépendants du soutien de la bureaucratie gouvernementale, affectant non seulement leurs capacités à défendre leurs propres intérêts de manière significative, mais également la durabilité de l'ensemble du processus.

C'est la raison pour laquelle une décision gouvernementale de haut niveau et stratégique peut faire bon usage des mécanismes de participation permanente, plutôt que des mécanismes basés sur des événements. Bien qu'elles ne s'excluent pas mutuellement, la participation permanente et transitoire peut différer considérablement en termes de résultats : alors que les seconds peuvent conduire à des moyens de faire respecter la démocratie directe, les premiers apporteraient des contributions plus qualifiées, ayant plus d'influence au fil du temps. Ainsi, ici est présenté le modèle des conseils de politique publique, comme alternative au mécanisme de participation permanente.

**Concept**

Les conseils de politique publique sont des conseils d'administration créés par certains ministères pour promouvoir la participation inclusive de la société civile aux discussions sur les politiques publiques. Selon la définition juridique brésilienne, il s'agit d'une «instance collégiale thématique permanente, créée par un acte normatif, de dialogue entre la société civile et le gouvernement afin de promouvoir la participation au processus décisionnel et la gestion des politiques publiques»[[1]](#footnote-1).

Les conseils ne sont pas une tendance récente dans le gouvernement brésilien (il existe des registres de conseils en quelque sorte depuis le XIXe siècle au moins) et peuvent être trouvés dans les trois niveaux de la Fédération (municipalités, états ou national). Ils sont thématiques, ce qui signifie que chaque conseil est consacré à discuter d'une politique publique spécifique ou à répondre aux intérêts d'un groupe social spécifique.

L'élément clé des conseils est sa composition. Des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux participent en tant que «conseillers», généralement dans la même proportion («parité»). Ainsi, la société civile et le gouvernement sont obligés de dialoguer pour prendre une décision. Le mandat des conseils peut être très varié, allant de simples commissions consultatives à des conseils pleinement habilités chargés du contrôle normatif et managérial d'une politique publique.

**Fonctionnement**

Les conseils sont créés par la loi ou d'autres actes officiels. Les représentants de la société civile sont généralement sélectionnés par le biais d'une sorte d'élection parmi leurs pairs, sans ingérence extérieure.

 Les représentants gouvernementaux sont nommés par leurs ministères. Une fois installé, le conseil est chargé de fixer son règlement intérieur et un calendrier des réunions. Le ministère hôte fournit les ressources nécessaires à ces activités, ainsi qu'une secrétaire et du personnel de soutien.

Comme ils sont des organes permanents, les conseils ont tendance à interagir plus fréquemment avec la bureaucratie gouvernementale, à établir un vaste réseau et à influencer les processus décisionnels dans toutes ses phases. Selon ses prérogatives, un conseil peut agir soit comme instance de contrôle et d'audit, soit comme source de plaidoyer et de «soft power».

**Compétences budgétaires**

La planification budgétaire est généralement un processus complexe et long, au cours duquel les ministères des finances interagiront et seront influencés par de nombreux autres organes gouvernementaux - y compris les conseils. Ainsi, de manière plus ou moins explicite, les conseillers peuvent défendre les intérêts de leurs électeurs, en apportant des voix et des perspectives différentes dans ce processus, de l'intérieur. En outre, collectivement, le conseil peut conseiller leur ministre respectif, afin de soutenir politiquement et de soutenir ses demandes de ressources supplémentaires pour une politique publique spécifique, pendant les différends budgétaires internes ou même après la soumission de la proposition à l'Assemblée législative.

Outre ce rôle politique, les conseils peuvent également détenir des compétences budgétaires spécifiques. Il y a des cas au Brésil (dans les politiques de santé et d'assistance sociale, par exemple) où le conseil détient le pouvoir d'examiner et d'approuver la proposition budgétaire pour cette politique publique, avant que le budget national ne soit agrégé et soumis à l'Assemblée législative. Dans d'autres cas (concernant les enfants et les adolescents et les personnes âgées), les conseils de politique publique sont responsables de la gestion d'un fonds public spécifique, en toute autonomie pour définir ses orientations et décider de toutes sortes de dépenses.

En outre, il est important de garder à l'esprit que les conseils sont des organes permanents et peuvent donc faire partie non seulement de la planification, mais aussi de toutes les étapes de l'exécution budgétaire. En fait, étant donné que toutes les informations concernant les dépenses publiques sont censées être publiques de la manière la plus transparente, tout conseil peut agir en tant qu'instance de surveillance, quel que soit le pouvoir spécifique pour cela. Toute organisation de la société civile peut le faire, mais les conseils rassemblent un ensemble plus large de capacités, car ils sont plus proches de la bureaucratie gouvernementale et soi-disant plus engagés dans ses processus internes.

**Inclusivité**

Les conseils sont des instances de représentation et, par conséquent, ils peuvent être aussi inclusifs et diversifiés que leur composition le permet. Dès le départ, ils ont toujours au moins une longueur d'avance sur la bureaucratie traditionnelle, en termes de représentativité, car ils sont composés de conseillers de la société civile, élus par leurs pairs spécifiquement pour ce rôle. En combinant cette caractéristique avec certaines règles spécifiques concernant la race, le sexe, l'âge et la diversité régionale, les conseils peuvent être constitués comme un échantillon représentatif de la population nationale (ou locale).

Le problème est que l'inverse peut également être vrai. S'il n'y a pas de processus totalement ouvert et transparent - attentif aux intérêts des minorités - pour la sélection des conseillers de la société civile, les conseils peuvent être facilement dominés par des groupes d'intérêts bien organisés qui peuvent se perpétuer dans ce rôle , où tout le groupe peut faire face à une bureaucratie hostile et être en position de soumis . Tout risque traditionnellement associé aux espaces de représentation peut effectivement se produire, mais aucun d'entre eux n'est suffisant pour minimiser la pertinence et le potentiel de l'initiative.

**Signification**

Comme tout autre organisme gouvernemental, l'efficacité des conseils dépend dans un premier temps de l'extension de son mandat. Les conseils créés avec un rôle budgétaire spécifique (que ce soit en tant que mécanisme de proposition, de planification, de surveillance, de suivi ou autre) ont tendance à croître en spécialisation et en capacité, jusqu'à devenir une agence parallèle de collaboration avec le ministère des finances, améliorant la qualité (en particulier la qualité démocratique) du budget lui-même. Outre la bureaucratie technique traditionnelle sur laquelle de nombreux ministères des finances comptent déjà, les conseils fournissent un type de soutien supplémentaire et différent, comme une sorte de «bureaucratie participative» fondée sur l'inclusivité, la représentativité et la légitimité.

La nature politique des conseils peut être extrêmement utile lorsque les décisions sont prises loin du contrôle des ministères des finances. Lorsque le budget est soumis à l'Assemblée législative, par exemple, il y n’a rien ou presque que les ministères des Finances ou leurs bureaucrates peuvent faire, à part parler aux parlementaires et fournir les données requises. Les conseillers de la société civile, en revanche, ne sont pas soumis à des contraintes officielles et, s'ils ont été choisis par le biais d'un processus sélectif vraiment équitable, ils représentent des forces politiques réelles et pertinentes de la société, qui peuvent être mobilisées pour défendre cette proposition spécifique. Ainsi, en plus des moyens techniques que les ministères des finances auraient déjà, les conseils peuvent ajouter une capacité politique significative et opportune qui peut faire la différence.

**Potentiel**

L'aspect sous-jacent est que les conseils sont en fait des mécanismes d'échange de pouvoir politique. Alors que la plupart des initiatives de transparence et de participation sont considérées dans une perspective unilatérale, dans laquelle le gouvernement apparaît comme un acteur supérieur fournissant des informations et des opportunités en faveur des personnes vulnérables et démunies, les conseils fonctionnent de manière moins asymétrique. Les conseillers de la société civile - s'ils sont bien choisis - ne gagnent pas autant de prestige de cette position, car ils sont censés déjà être des personnalités suffisamment importantes et de premier rang dans leurs secteurs spécifiques. Ils viennent aux conseils non pas pour vider le pouvoir du gouvernement, mais pour unir leurs forces à travers un programme commun.

La clé du succès est de considérer que les conseils sont des pactes sociaux micro scalaires, où les forces qui occupent actuellement le gouvernement peuvent tester et ajuster en permanence leurs initiatives et leurs discours face à des homologues (amis) socialement représentatifs. Traiter ce contrat comme une simple réunion est un moyen sûr de sous-estimer et de gaspiller son potentiel.

**En savoir plus:**

Conseil des politiques publiques - Participedia

Prendre place au sein des conseils de la santé du Brésil - Opendemocracy

Conseil national d'assistance sociale – Latinno

PAS À PAS

|  |  |
| --- | --- |
| 1. CRÉATION  Un Conseil des politiques publiques est un organisme gouvernemental, comme tout autre. Dans de nombreux pays, les organismes publics sont créés par **la loi**. Habituellement, le même acte juridique qui établit l'ordre public crée également un organe collégial pour le superviser, indiquant les compétences et la composition en termes généraux. | |
| **Exemple:**  Le Conseil national de l'environnement (Conama) a été créé par la loi n. 6.938 / 1981, la même qui organise cette politique publique : | *Art. 7 - Le Conseil national de l'environnement - CONAMA, dont la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement seront fixés, par voie réglementaire, par le pouvoir exécutif, est créé. (...)* |
| 2. RÉGLEMENTATION  Après la création d'un Conseil des politiques publiques au sein d'un système de politiques publiques, il doit être réglementé. Généralement, un décret présidentiel spécifique établit des règles supplémentaires concernant les compétences et la composition, ainsi que certaines prescriptions concernant le fonctionnement, l'élection et la nomination des membres et les sources d'appui opérationnel et de ressources. | |
| **Exemple:**  Le Conseil national de la santé (CNS), créé par la loi, a ensuite été réglementé par le décret présidentiel n. 5.839 / 2006: | *Art. 10. Les fonctions de membre du CNS ne seront pas rémunérées, compte tenu de son exercice d'un service public pertinent.*  *(...)*  *Article 11. L'organisation et le fonctionnement du CNS sont régis par un règlement intérieur, approuvé par la plénière et ratifié par le ministre des*  *Santé.* |
| 3. ÉLECTION  La prochaine étape consiste à remplir tous les sièges. Un processus électoral régulier nécessite l'installation d'une commission électorale, qui émettra certaines résolutions et lancera un appel public officiel à candidatures. Selon la réglementation, les candidats éliront entre eux les nouveaux membres du conseil, qui seront ensuite nommés en tant que tels par le ministère ou le président. | |
| Exemple:  Le Conseil national des politiques pour la promotion de l'égalité raciale (CNPER) a commencé sa dernière élection par le biais de l'appel public n. 01/2018: | * 1. *2.1. Le processus de sélection sera réglementé par cet appel public et vise à pourvoir 19 (dix-neuf) sièges du CNPER par des organisations de la société civile à but non lucratif.*   2. *2.2. Le processus de sélection se composera de 3 (trois) étapes : inscription, qualification et sélection, cette dernière étape étant effectuée par élection, au cours de laquelle les organisations enregistrées et considérées comme qualifiées votent et sont votées (….)* |
| 4. INSTALLATION  Une fois réglementé et en pleine composition, le conseil est prêt à être installé. Une session inaugurale peut alors avoir lieu, au cours de laquelle les nouveaux conseillers peuvent prêter serment, ses directeurs ou présidents peuvent être choisis, son règlement intérieur peut être discuté et un calendrier des activités peut être décidé. | |
| Exemple:  Le Conseil national d'aide sociale (CNAS) a entamé ses dernières élections par le biais de l'appel public n. 01/2018: | * 1. *2.1. Le processus de sélection sera réglementé par cet appel public et vise à pourvoir 19 (dix-neuf) sièges du CNPER par des organisations de la société civile à but non lucratif.*   2. *2.2. Le processus de sélection se composera de 3 (trois) étapes : inscription, qualification et sélection, cette dernière étape étant effectuée par élection, au cours de laquelle les organisations enregistrées et considérées comme qualifiées votent et sont votées* |
| DOCUMENTATION  AUTRES SOURCES : | Conseil national de la santé - Loi - Décret - Règlement intérieur  Conseil national de l'aide sociale - Loi - Décret - Règlement intérieur  Conseil national de l'éducation – Loi - Règlement intérieur  Conseil national de l'environnement - Loi - Décret - Règlement intérieur |

**ANNEXE 9**

**Échantillon aléatoire : un mécanisme représentatif pour la participation au budget national**

Jason Lakin

**Sommaire**

Cette note propose un mécanisme de participation du public au budget national qui consiste en un échantillon aléatoire de 50 à 1000 citoyens (en fonction de la taille et de l'hétérogénéité du pays et du lien avec d'autres mécanismes participatifs) pour délibérer sur l'allocation sectorielle du budget avant qu'il ne soit déposé devant la législature nationale. Je propose également une extension des délibérations intra-sectorielles. L'utilisation d'un échantillon aléatoire garantit que l'exercice rassemble des citoyens de tous types, y compris les marginalisés, et la taille de l'échantillon peut être augmentée pour assurer une meilleure représentation physique des différents groupes. Une affirmation fondamentale est que l'utilisation de l'échantillonnage aléatoire est une réponse suffisante au défi d'une large participation, avec une meilleure représentation des groupes marginalisés.

**Pourquoi plus de participation du public ?**

Au moment de décider d'un mécanisme national participatif, il est utile de considérer le problème que nous essayons de résoudre. On peut penser qu'une plus grande participation permet d'atteindre divers objectifs, mais nombre d'entre eux visent vraiment à résoudre le problème de la représentation.

Le problème de la représentation est simplement que même si la plupart du monde vit maintenant dans une certaine forme de démocratie représentative, ils ne se sentent pas très bien représentés. La configuration actuelle des élus et des fonctionnaires non élus qui prennent des décisions en matière de politique publique ne semble pas représenter adéquatement les intérêts du public. Il y a plusieurs raisons à cela, dont certaines sont intrinsèques à l'élection, et certaines peuvent être atténuées par de meilleures lois de financement des campagnes électorales, des règles de vote qui encouragent plutôt que découragent la participation, ou une réduction des inégalités économiques. Mais le fait est qu'il y a très peu de pays dans lesquels les citoyens peuvent regarder leurs élus et voir un reflet raisonnable de la grande variation de l'idéologie, de la classe, de la race, du sexe, de la région et ainsi de suite qui composent leur pays.

Certes, la participation n'est pas toujours comprise comme une solution au problème de la représentation.  Mais bon nombre des problèmes supplémentaires que la participation est censée résoudre - tels que la faible ou décroissante confiance dans les institutions publiques, ou le manque d'informations du gouvernement sur les conditions réelles de vie dans les communautés - peuvent vraiment être considérés comme des symptômes de l'écart de représentation. Si le gouvernement était plus représentatif, le public lui ferait davantage confiance et disposerait d'une meilleure information sur les conditions de vie des gens partout au pays. Si le manque de représentation est le problème, alors une meilleure représentation est clairement la solution. Cependant, la représentation n'est pas en soi suffisante pour conduire à une bonne élaboration des politiques. Une bonne représentation ne signifie pas nécessairement que les représentants sont informés, et la représentation adéquate des différentes perspectives dans une société donnée peut entraîner plus de conflits sur les choix politiques. Nous devons donc associer une meilleure représentation à un processus structuré qui informe les citoyens et encourage la délibération pour prendre des décisions motivées. Nous devons rechercher un mécanisme garantissant à la fois une représentation adéquate et une délibération adéquate.

**Leçons du passé… et du présent**

 La démocratie représentative s'appuie sur les élections comme principal mécanisme pour assurer la représentation. Mais l'élection n'est pas le seul moyen d'assurer la représentation. Les anciens Grecs utilisaient un système de loterie (échantillonnage aléatoire) pour peupler le Conseil des 500, une institution participative qui à son tour définissait l'agenda politique de la cité-État. Cet ordre du jour a éclairé les délibérations de l'Assemblée auto sélectionnée, normalement considérée comme l'espace démocratique par excellence d'Athènes, où tous les citoyens (hommes, non esclaves) étaient les bienvenus et où les décisions politiques étaient prises. Les Grecs ont donc utilisé à la fois la sélection aléatoire et l'auto sélection pour obtenir une représentation.

L'auto sélection peut garantir qu'il y ait au moins un espace pour que la voix de chacun soit entendue (personne ne se voit refuser l'entrée), mais elle est également soumise à certaines des mêmes faiblesses des élections modernes: il y a une tendance pour seulement quelques individus ou groupes participer, et ils ont tendance à être différents de ceux qui ne participent pas (ils sont souvent mieux éduqués, plus riches, mieux connectés, etc.). C'est souvent un problème dans les forums de participation du gouvernement, y compris beaucoup de ceux utilisés pour la budgétisation participative.

C'est la vertu de la loterie : elle assure une véritable représentation difficile à réaliser par élection ou auto-sélection. En combinant la loterie et l'auto-sélection, les Grecs ont cherché à équilibrer le désir d'ouverture à tous et le désir de représentativité maximale. Ils ont en outre choisi de déléguer le pouvoir de fixer l'ordre du jour à l'organe le plus représentatif : jusqu'à la moitié des politiques débattues par l'Assemblée ont été choisies par le Conseil des 500.

L'utilisation de la loterie ne se limite pas à l'histoire ancienne. Les sondages d'opinion modernes trouvent leur origine dans l'idée que l'agenda politique devrait être informé par un échantillon aléatoire de membres du public. Il y a eu un certain nombre de tentatives récentes dans le monde pour tirer parti de cette logique en entreprenant un «Scrutin délibératif», où des citoyens sélectionnés au hasard sont interrogés mais reçoivent également du temps et des informations qui leur manquent dans les sondages rapides traditionnels, afin d'arriver à des opinions plus éclairées. Les gouvernements du monde entier ont exploré l'utilisation de «mini-publics» de différents types ces dernières années, où les citoyens sont choisis au hasard pour discuter des décisions politiques ou réviser les lois et les constitutions. Souvent, ces mini-publics soumettent ensuite leurs recommandations aux élus pour un vote, mais dans certains cas, les décisions sont contraignantes pour le gouvernement. Il ressort de ces différentes approches qu'elles peuvent conduire à une meilleure représentation et à une évolution vers des opinions publiques plus éclairées.

Pouvons-nous appliquer les leçons de ces expériences pour piloter un mécanisme de participation à la prise de décision budgétaire nationale ? Je soutiens que nous le pouvons, et que cela peut conduire à des opinions mieux informées et à une plus grande confiance dans les institutions publiques.

**Représentation et délibération sur le budget… pour quoi faire ?**

En réfléchissant à la participation au budget national, le gouvernement doit prendre une décision : dans quels choix budgétaires nationaux principaux cherchons-nous des contributions publiques ? Il existe de nombreuses réponses possibles à cette question, et certains détails peuvent être spécifiques au pays. D'une manière générale, cependant, il existe au moins deux choix majeurs dans les budgets nationaux que le public devrait influencer.

**1.** Comment l'accroissement du budget national pour une année donnée sera-t-il réparti entre les principaux secteurs ? Dans la plupart des pays, la plupart du temps, le budget comprend un ensemble d'engagements en cours, et il y a une petite augmentation des revenus supplémentaires qui peuvent être répartis entre les priorités du gouvernement chaque année. Dans un pays suivant des classifications internationales standard, il y aura environ 10 secteurs gouvernementaux (par exemple, l'éducation, la santé, l’économie, les affaires sociales, la protection sociale), et la question clé est donc la suivante : lequel de ces secteurs mérite le plus une augmentation au cours de la prochaine année budgétaire ?

**2. Comment la majoration allouée à chaque secteur pour l'exercice budgétaire à venir sera-t-elle hiérarchisée parmi les priorités concurrentes au sein de chaque secteur ?**

Dans ce cas, nous prenons l'augmentation donnée, disons, dans le secteur de la santé, telle qu'elle est donnée, et regardons comment cette augmentation devrait-elle être dépensée (l'importance relative de plus d'infirmières, par rapport à plus de médicaments, par rapport à plus d'équipement, par rapport à plus d'établissements, etc. ).

Ce sont des décisions sur lesquelles le public est susceptible d'avoir des préférences identifiables, si elles sont structurées de manière significative. Ce ne sont pas les seules questions possibles sur lesquelles le public devrait avoir une influence ; des questions liées à l'ampleur globale du déficit ou à la hiérarchisation des projets nationaux d'immobilisations peuvent également être pertinentes. Cependant, commencer par une approche sectorielle peut être une première étape judicieuse.

D'après son expérience avec de petits échantillons (bien qu'ils ne soient pas sélectionnés au hasard) au Kenya, l'IBP a constaté que les citoyens ont besoin d'informations de base suffisantes relatives aux secteurs sur lesquels ils allouent des fonds, et qu'il est utile de comprendre à la fois la répartition actuelle des fonds et celle proposée par le gouvernement.

Cela permet de structurer un ensemble de décisions par ailleurs trop complexes. La délibération nécessite des documents de référence soigneusement sélectionnés et une facilitation guidée par l'apprentissage, la délibération et la prise de décision.[[2]](#footnote-2)

**Un mécanisme à deux volets : les citoyens nationaux se réunissent autour du budget**

Un échantillon aléatoire de citoyens peut être tiré pour une réunion dans la première étape du processus, dans laquelle un supplément est déterminé pour chacun des dix secteurs. Il est raisonnable de réunir entre 50 et 1000 personnes pour cette discussion, selon la taille et la diversité du pays et les coûts. À ce stade, les participants seront informés de la nature des dix secteurs, de leurs activités actuelles et de leur part actuelle du budget national. Ils seront également informés des plans de chaque secteur pour l'année à venir (formulés comme une liste de souhaits basée sur le fait que ce secteur reçoit l'intégralité de l'augmentation dans le budget). Ils délibéreront ensuite sur l'importance relative de chacun des secteurs recevant des fonds supplémentaires et conviendront d'un calendrier. Cet accord sera probablement le résultat d'un vote ou d'une moyenne des préférences, bien qu'un consensus soit également possible.

Le résultat ressemblerait à quelque chose comme la pièce A, qui comprend une part proposée de l'augmentation, ainsi qu'un classement selon les parts de priorité relative accordées à chaque secteur. Il est supposé que les préférences des citoyens pour la répartition du budget devraient être interprétées comme directionnelles, plutôt que comme des allocations précises, étant donné que les citoyens ne disposent pas d'informations précises sur les coûts de chaque aspect du budget d’une agence. Nous pourrions ainsi interpréter le calendrier citoyen en utilisant l'ordre de classement plutôt que des parts précises.

Le résultat ressemblerait à quelque chose comme la pièce A, qui comprend une part proposée de l'augmentation, ainsi qu'un classement selon les parts de priorité relative accordées à chaque secteur. Il est supposé que les préférences des citoyens pour la répartition du budget devraient être interprétées comme des orientations, plutôt que comme des allocations précises, étant donné que les citoyens ne disposent pas d'informations précises sur les coûts de chaque aspect du budget d'une agence. Nous pourrions ainsi interpréter le calendrier citoyen en utilisant l'ordre de classement plutôt que des parts précises[[3]](#footnote-3).

Cela pourrait changer avec le temps, à mesure que les connaissances se développeront sur le budget.

**Tableau A: Un calendrier des augmentations pour 10 secteurs clés**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Secteur | Quote Part du Budget courant | Part augmentation propose | Ordre des rangs |
| Services publics généraux | 10% | 1% | 5 |
| Defense | 8% | 1% | 5 |
| Ordre et sécurité publiques | 11% | 5% | 3 |
| Affaires Economiques | 27% | 20% | 2 |
| Protection Environment | 2% | 1% | 5 |
| Logement et  Commodités communautaires | 2% | 5% | 3 |
| Santé | 9% | 30% | 1 |
| Loisirs, culture et  Religion | 3% | 5% | 3 |
| Education | 25% | 30% | 1 |
| Protection Sociale | 3% | 2% | 4 |

L’exécutif recevrait un rapport de la réunion avec les citoyens avec les dates préférée et une justification du classement relatif aux allocations. Le procès-verbal de la réunion sera également publié.

Les membres peuvent également publier des rapports des minorités s’ils sont totalement en désaccord avec l'opinion majoritaire. La procédure obligerait l'exécutif à répondre à ce rapport de la réunion avec les citoyens dans sa communication écrite au législateur national, en indiquant où il est d'accord et où il est en désaccord avec les recommandations et pourquoi. Le législateur national devrait alors répondre directement, dans son propre rapport sur le budget et tout amendement à la proposition du citoyen et à la proposition du l'exécutif, en publiant sa justification pour accepter ou rejeter les recommandations des citoyens et de l'exécutif.

Une deuxième étape de consultation aurait lieu autour des secteurs. Pour cette étape, une combinaison de sélection aléatoire et d'invitation directe des experts sectoriels du monde universitaire et de la société civile serait utilisée pour créer des groupes de 50 participants par secteur (10 secteurs \* 50 personnes = 500 personnes). Les participants recevraient des informations sur le budget actuel du secteur et son projet de budget pour l’année à venir, ainsi que des informations d’experts sur les domaines prioritaires du secteur. Les groupes de citoyens du secteur rendraient compte aux comités départementaux / sectoriels de la législature nationale de leur utilisation préférée de l'augmentation budgétaire du secteur, et le comité sectoriel serait obligé d'inclure cela dans leurs soumissions au comité budgétaire national.

**Considérations**

Alors que la sélection aléatoire garantit que chacun ait une voix, la structuration de telles délibérations reste confrontée à des défis. Premièrement, là où les sociétés sont profondément inégales, la capacité de tous les membres d'un groupe choisi au hasard pour participer n'est probablement pas égale. Par exemple, le gouvernement devra décider comment se préparer pour les participants analphabètes, d'autant plus que la plupart des informations nécessaires pour discuter des secteurs sont des documents techniques et écrits. Dans diverses sociétés, la langue peut également être un problème et une traduction appropriée serait nécessaire pour garantir une inclusion complète. Divers autres besoins particuliers des aveugles ou des sourds doivent également être pris en considération afin de garantir que chacun soit prêt à délibérer, il peut être nécessaire de fournir un soutien supplémentaire à certains participants dans les semaines ou les jours précédant la délibération. Cet appui pourrait être fourni par des organisations de la société civile qui travaillent déjà avec ces populations et qui coordonneraient avec le gouvernement pour garantir le succès des délibérations budgétaires. Plutôt que de fournir un soutien direct aux participants, le ministère des Finances pourrait dispenser une formation initiale à ces groupes de la société civile pour faciliter leur compréhension du budget, puis leur demander de travailler avec les participants qui ont besoin d'un soutien supplémentaire chaque année.

Au cours des délibérations proprement dites, les facilitateurs doivent jouer un double rôle d'information et d'orientation de la discussion sans insérer leurs propres préférences. C'est un rôle qui nécessite une préparation et une formation considérables. En même temps, les animateurs doivent s'assurer que tout le monde participe, ce qui peut être difficile, d'autant plus que la taille du groupe augmente. Cela peut créer un conflit sur la façon de parvenir à l’inclusion : plus de participants signifie plus de possibilités d'inclusion, mais des groupes plus petits rendent également l'inclusion de ceux qui participent plus probable. Afin d'assurer une facilitation adéquate, le gouvernement pourrait envisager de travailler avec les écoles normales ou d'autres établissements d'enseignement du pays pour élaborer un programme de facilitation des politiques et du budget, et faire appel aux professeurs et aux étudiants de ce programme pour faciliter les réunions budgétaires (et autres événements politiques impliquant des citoyens).

Il est probable qu'au cours de la première ou des deux premières années de mise en œuvre d'un tel mécanisme, le processus sera à la fois substantiel et éducatif, car l'idée que le public devrait être au courant des secteurs du gouvernement et l'augmentation budgétaire sera nouvelle pour la plupart des citoyens ( et les représentants du gouvernement). Au fil du temps, cependant, une plus grande attention sera accordée à ce processus et aux délibérations révélées dans les procès-verbaux publiés par les médias, le gouvernement et les citoyens. Les participants et les organisations non gouvernementaux qui contrôlent le budget utiliseront de plus en plus les informations générées par le processus pour façonner leurs propres idées et leur plaidoyer, même si les participants eux-mêmes seront différents chaque fois que l'exercice sera mené. L'équilibre passera donc de l'éducation à des délibérations plus substantielles sur le budget, même si l'éducation publique restera un objectif important du processus.

ANNEXE 10

PROJET DE FEUILLE DE ROUTE DE PLAN D'ACTION



1. Décret n. 8.243, 23 mai 2014. http://www.planalto.gov.br/ccivil\_03/\_ato2011- 2014/2014 / decreto / d8243.htm [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour quelques réflexions sur la façon de se préparer et d'orienter les délibérations budgétaires, voir <https://www.internationalbudget.org/publications/deliberating-budgets-in-kenya-tools-and-examples/> [↑](#footnote-ref-2)
3. Pour un argument en faveur du vote «directionnel» sur les actions, voir

   https://www.internationalbudget.org/publications/how-do-kenyans-prioritize-sectors-public-vs-government/. [↑](#footnote-ref-3)